

# SOLIDARITÉ!



## SPECIAL POLOGNE

M 1659 - 1270 - 5,00F

du 17 décembre au 23 décembre 1981

**l'humanité rouge**  
organe  
central du **PCML**

### DECLARATION

Le Parti communiste marxiste léniniste condamne le coup de force du Conseil militaire polonais dirigé contre l'ensemble de la classe ouvrière, le mouvement syndical, les libertés démocratiques. L'arrestation des dirigeants de Solidarité, le couvre-feu, l'interdiction des réunions et de toute expression démocratique, la menace de mort en cas de grève, ne sauraient en rien résoudre les problèmes auxquels la Pologne est aujourd'hui confrontée. La répression des masses n'est jamais compatible avec le socialisme. Le PCML dénonce les pressions et ingérences de l'URSS qui sont à la source de ce coup de force ainsi que la présence de ses troupes en Pologne qui constitue une menace permanente.

Le 13 décembre 1981 - 19h

Le Secrétariat politique  
du Parti communiste marxiste léniniste

imprimé et édité par Presse à Aujourd'hui

# Les réactions en France

## LES POLONAIS EN FRANCE

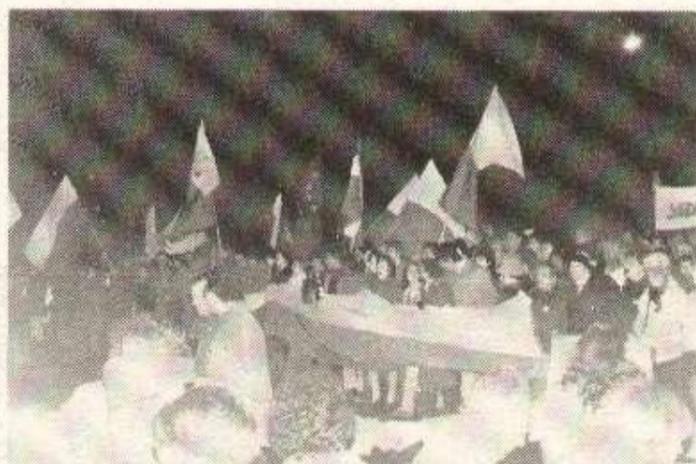
Dès dimanche matin, spontanément, plusieurs centaines de personnes d'origine polonaise se sont rassemblées devant l'ambassade de Pologne, rue de Talleyrand à Paris. Elles ont organisé un sit-in avant d'être expulsées sans ménagement par la police.

Ces derniers temps, un nombre grandissant de Polonais se sont réfugiés en France. Ils ont de grandes difficultés à pouvoir obtenir le statut de réfugiés politiques ou des cartes de séjour. C'est là une mesure minimum de solidarité concrète qui devrait être prise par le gouvernement français.

## LE GOUVERNEMENT

Dans une première déclaration, le ministre des Affaires étrangères, Claude Cheysson, indiquait: «Les événements survenus cette nuit en Pologne constituent une affaire intérieure polonaise. Nous ne voyons aucune trace pour le moment, de menace d'intervention extérieure et nous nous en félicitons... Paris ne fera rien en l'occurrence». Pas un mot pour dénoncer les arrestations! Le message adressé par Cheysson signifiait: tant que ce sont des militaires polonais qui jettent en prison des travailleurs polonais, nous n'y voyons rien à redire. Quant à la «satisfaction» de Claude Cheysson, elle est bien facile à obtenir puisqu'elle oublie tout simplement les incessantes ingérences soviétiques dans les affaires polonaises.

Il faudra attendre la déclaration de Pierre Mauroy, au nom du gouvernement français, pour que s'exprime un autre son de cloche: «... La mise en place, la nuit dernière en Pologne, d'unités militaires, l'arrestation des principaux responsables politi-



Des dizaines de milliers de personnes ont manifesté leur solidarité avec le peuple polonais.

ques et syndicaux, l'instauration de la loi martiale, viennent interrompre l'évolution démocratique: cette évolution suscite les plus graves inquiétudes du gouvernement français. Nous partageons l'émotion de la population française, exprimée par diverses organisations, notamment syndicales... Le gouvernement français souhaite une reprise du dialogue entre les Polonais, le retour aux libertés civiles et syndicales» Enfin, le 14 décembre, il ajoutait qu'il serait de tout cœur avec ceux qui manifesteront.

## LE PARTI SOCIALISTE

Le Comité directeur du Parti socialiste a publié un communiqué indiquant notamment: «L'arrivée au pouvoir d'un Comité militaire de salut spécial et la déclaration de "l'état de guerre" soulèvent en France, une grande inquiétude. Quant aux nombreuses arrestations de responsables et de militants et à l'instauration de Cours martiales, elles ne peuvent que susciter, si elles sont confirmées, la plus nette réprobation».

La PCML à la manifestation du 14 décembre contre l'état de siège.



## LE PCML

13 décembre: 12H15, déclaration de Pierre Bauby

«Pierre Bauby, secrétaire politique du PCML, solidaire de la classe ouvrière, s'élève contre les arrestations de dirigeants du syndicat Solidarité et appelle à être vigilant face à toute intervention soviétique contre la classe ouvrière, le peuple polonais et leur indépendance»

19 heures: déclaration du Secrétariat politique du PCML

«Le PCML condamne le coup de force du Conseil militaire polonais dirigé contre l'ensemble de la classe ouvrière, le mouvement syndical, les libertés démocratiques. L'arrestation des dirigeants de Solidarité, le couvre-feu, l'interdiction des réunions et de toute expression démocratique, la menace de mort en cas de grève, ne sauraient en rien résoudre les problèmes auxquels la Pologne est aujourd'hui confrontée. La répression des masses n'est jamais compatible avec le socialisme. Le PCML dénonce les pressions et ingérences de l'URSS qui sont à la source de ce coup de force ainsi que la présence de ses troupes en Pologne qui constitue une menace permanente.

Le PCML appelle à participer à la manifestation syndicale lundi à 17H30 de Montparnasse aux Invalides pour la défense des libertés syndicales et démocratiques, la libération des dirigeants de Solidarité et le droit du peuple polonais de décider lui-même de ses affaires.»

## LA CFDT

Le gouvernement polonais, en décrétant l'état d'urgence, en arrêtant des dirigeants de Solidarité et en occupant ses lo-

caux, a pris une grave responsabilité.

La CFDT exprime son émotion et celle des travailleurs de France devant cette mise en cause des libertés fondamentales de tout un peuple.

Le coup de force contre Solidarité est le début d'un processus qui peut conduire au pire. Les militants arrêtés ne sont pas des «extrémistes»: ce sont des responsables de premier plan de l'organisation syndicale démocratique qui s'est construite depuis les grands événements d'août 1980. L'arrestation de tel ou tel ancien dirigeant communiste ne saurait faire illusion.

La cause des travailleurs et du peuple polonais est celle de tous ceux qui, dans le monde, sont épris de justice et de liberté.»

## LA CGT



G. Séguy, Lech Walesa: c'était il y a un mois et demi...

Le Bureau confédéral de la CGT a publié le communiqué suivant:

«La CGT suit avec la plus grande attention les événements qui se déroulent en Pologne. Dans le prolongement de son attitude des derniers mois, la CGT exprime le souhait que se dégage une issue positive à la crise par la concertation des Polonais et des forces constituant la nation polonaise sur une base constructive et responsable assurant le développement démocratique de la Pologne socialiste, le respect et le développement des libertés syndicales.

«Le Bureau confédéral estime que, dans les circonstances présentes, tous les amis véritables des travailleurs polonais et de la Pologne, qui souhaitent les aider et qui veulent préserver les possibilités d'une issue positive, ont

à faire preuve de mesure et de sens des responsabilités. La CGT a pris les mesures nécessaires pour disposer des informations les plus complètes et suivre l'évolution des événements. Elle invite ses organisations et les travailleurs à s'inspirer de la démarche confédérale dans leur activité.»

«La CGT réprovoque par principe toute arrestation de syndicaliste.» a dit lundi Georges Séguy. Cette réprobation est restée toute de principe et ce qui a fait l'essentiel de l'intervention du secrétaire général de la CGT, c'est l'analyse des «excès» de Solidarité, commettant de plus la faute de «quitter le terrain syndical» pour prétendre influencer sur la politique polonaise, modifier sa direction... par l'organisation d'un référendum! Georges Séguy expliquait également pourquoi la CGT n'avait pas appelé à la manifestation de lundi, notamment pour ne pas s'associer à une opération politique anticommuniste et se retrouver aux côtés de représentants de la droite (un scrupule que, heureusement, la CGT n'a pas eu à d'autres occasions, par exemple Copernic).

Mais, est-ce faire de l'anticommunisme que de protester contre le coup qui frappe la classe ouvrière et le peuple polonais? Et si cette manifestation-là ne convenait pas à la CGT (qui d'ailleurs ne s'est pas donnée les moyens d'influer sur elle en participant à sa préparation avec les autres syndicats), elle pouvait traduire sa réprobation autrement...

Il y a quelques jours, la CGT, faisant le point sur son activité internationale, décidait de maintenir sa non-participation aux organes exécutifs de la FSM, notamment parce que celle-ci (à l'exception de la CGT et dans une moindre mesure des syndicats hongrois) se refusait à toute reconnaissance de Solidarité. A cette occasion, la CGT soulignait l'importance, à ses yeux, de la participation de Solidarité à la conférence de Genève, lors de laquelle les syndicats de 27 pays d'Europe signaient une déclaration commune sur la paix et le désarmement.

Enfin, lors de la visite de Lech Walesa en France, Georges Séguy avait donné l'appréciation, positive, de la CGT sur le rôle de Solidarité et sa contribution au renouveau socialiste. A cette occasion, il répondait clairement et positivement, au nom de la CGT, à la question du dirigeant de Solidarité: «Etes-vous prêts à nous tendre la main?...».

## l'humanité rouge

Fondateur: Jacques JURQUET.  
Directeur politique: Pierre BURNAND.  
Rédaction: Gilles Carpentier, Léon Cladel, Claude Dhalluin, Hervé Dastar, Estelle Delmas, Michel López, Catherine Lemaire, Claude Liria, Claire Masson, Nathalie Villotiers.  
Secrétaire de rédaction: Pierre Marceau.  
Administration: Max Durand.  
Directeur de publication: Jean-Luc Einaudi.  
Commission paritaire: N° 57952 - dépôt légal: 4ème trimestre 1981.

## NON A L'ANNEXION DU GOLAN !

Le PCML condamne la décision de Begin d'annexer les territoires syriens occupés. Après avoir chassé le peuple palestinien de sa patrie, l'Etat d'Israël a constamment tenté de s'étendre aux dépens des pays arabes environnants. C'est ce caractère expansionniste qui fait du sionisme la source fondamentale d'insécurité et du risque de guerre au Moyen-Orient. Le PCML condamne le sionisme et l'appui qui lui apporte l'impérialisme US. Il dénonce une fois de plus la logique des blocs qui voit le Golan annexé tandis qu'une normalisation est tentée du côté de la Pologne. Le PCML demande que le gouvernement français et le président lui-même condamnent clairement l'annexion du Golan.

Déclaration du Secrétariat du PCML  
le 14 décembre 1981

Voici le texte intégral du communiqué N°1 du Comité national de grève créé dans la clandestinité par cinq membres de la Commission nationale de Solidarité, qui n'ont pas été arrêtés à Gdansk dans la nuit de samedi à dimanche. Ce texte est parvenu lundi 14 à 13 heures à l'AFP de Varsovie.

«L'état de siège a été proclamé dans notre pays, et il y a des arrestations massives des dirigeants et des militants de Solidarité. Considérant les activités des autorités polonaises avant les événements actuels, notre syndicat avait pris ses dispositions, qui entrent en vigueur aujourd'hui. En accord avec les résolutions adoptées le 4 décembre à Radom et par la KK, le 12 décembre (à Gdansk), nous répondons à la violence par la grève générale.

## L'APPEL DU COMITE NATIONAL DE GREVE CLANDESTIN

«Aucun syndicat, aucune organisation, ne peuvent laisser impunément leurs dirigeants victimes de la répression, privés de leurs droits et voir limiter les libertés des citoyens. En engageant cette grève, nous précisons que celle-ci ne pourra prendre fin qu'aux conditions suivantes : libération de toutes les personnes emprisonnées, annulation de l'état de siège.

«Ce n'est que lorsque ces conditions seront remplies que nous pourrons entreprendre des négociations en vue de parvenir à une plate-forme d'accord. Nous

rappelons également que cette action est prise en conformité avec les statuts de Solidarité et l'intérêt des travailleurs. En entreprenant cette grève, nous rappelons la nécessité de faire preuve de discipline et de paix, de respecter la propriété de l'Etat, et d'éviter autant que possible un affrontement non nécessaire avec les forces de sécurité. Notre arme est le calme, l'honneur et l'organisation au sein des entreprises. Notre espoir est l'unité et la solidarité de tous les travailleurs de Pologne.»

Ce texte est signé par Miroslaw Krupinski (vice-président de la commission nationale de Solidarité), Jan Waszkiewicz, Andrej Konarski, MM. Szumiejko et Przygodzinski (membres de la commission nationale).

# SOLIDARITE!

Nous nous sentions à leurs côtés, en 1970, quand nous parvinrent, ici en France, les échos étouffés des rafales tirées contre les ouvriers polonais dans les ports de la Baltique. Le mur du silence était bien épais en ce temps-là. Le pouvoir polonais tenait bien en laisse les moyens d'information et face aux ouvriers aux mains nues qui protestaient contre les hausses de prix phénoménales, il s'appuyait sur la milice et l'armée. Car déjà la Pologne connaissait de très graves difficultés économiques dont le pouvoir voulait faire payer le prix aux travailleurs. Peu à peu parvinrent les témoignages sur la sauvagerie de la répression anti-ouvrière : les morts, les tribunaux d'exception siégeant sans désespérer, les emprisonnements d'ouvriers, les séances de tabassage.

Nous étions encore à leurs côtés, quand, en 1976, à nouveau, la violence fut utilisée par le pouvoir pour briser les grèves ouvrières qui avaient éclaté contre de nouvelles hausses de prix qui mettaient gravement en cause les moyens d'existence des travailleurs et de leurs familles. Non, ce pouvoir-là n'était pas le socialisme ! Il était basé sur l'exploitation des travailleurs polonais et sur leur oppression.

Nous étions à nouveau à leurs côtés quand, durant l'été 80, les travailleurs polonais se dressèrent dans leur masse pour que leur soit reconnu le droit de défendre leurs intérêts, la liberté syndicale. Après les luttes et les répressions sanglantes, la force du mouvement ouvrier et populaire polonais avait été telle que le pouvoir n'avait pu recourir à la force une nouvelle fois et la liberté syndicale avait été conquise.

Mais les forces qui, dans le passé, avaient opprimé les travailleurs, qui profitaient de leur exploitation, gardaient le désir de la revanche et n'ont cessé d'agir pour rétablir tout leur pouvoir. Et d'autres forces, bien plus puissantes encore, derrière, n'ont cessé d'intervenir dans les affaires intérieures polonaises pour que les travailleurs soient muselés. Ces forces, ce sont celles qui dirigent l'URSS. Dès le début, la propagande soviétique a qualifié les travailleurs polonais d'éléments antisocialistes et contre-révolutionnaires. Puis, les dirigeants soviétiques n'ont cessé de faire pression pour que le mouvement ouvrier polonais soit écrasé par la force. On se souvient qu'à l'issue du 26ème Congrès du PCUS, les membres du gouvernement polonais avaient été convoqués et mis en accusation pour leur manque de fermeté. Les dirigeants soviétiques voyaient une menace intolérable dans le mouvement ouvrier polonais. Ils y voyaient, à terme, la remise en cause de la domination soviétique sur la Pologne. Car la Pologne est un pays dominé, dont l'économie est mise non pas au service de son peuple, mais à celui de l'Union soviétique. Voilà une des causes essentielles de la crise économique qui secoue la Pologne, des sacrifices qui sont imposés à son peuple. De la même manière qu'ils ont envahi la Tchécoslovaquie pour lui interdire de se développer dans l'indépendance, ils sont prêts à tout pour maintenir la Pologne dans leur zone de domination. Ils craignent également que l'exemple polonais soit contagieux. Ecrasez vous-mêmes «Solidarité» ou bien ce sont les troupes du Pacte de Varsovie qui le feront ; tel est le choix que, depuis des mois, les impérialistes de Moscou ont laissé aux dirigeants polonais successifs.

Voilà les causes de la situation actuelle en Pologne, voilà ce qui a conduit au coup de force militaire dans ce pays. Et aujourd'hui comme hier, nous sommes aux côtés des travailleurs polonais qui, dans leur combat, se sont donnés une puissante organisation, représen-

tative de leurs aspirations et que le mouvement syndical français a reconnu comme tel en recevant officiellement une délégation, il y a peu de temps.

A ce sujet, il est déplorable que la direction de la CGT n'ait pas daigné protester contre l'arrestation d'hommes qu'elle a reçus comme les représentants des travailleurs polonais. La solidarité internationale des travailleurs et des peuples est un mot dont le sens doit s'exprimer dans les temps difficiles.

Il est logique que la propagande soviétique et ses relais en Pologne aient fait porter la responsabilité de la situation sur «Solidarité» pour justifier leur coup de force. Il faut également constater que cette version est reprise dans les colonnes de l'Humanité. «Les excès de Solidarité ont ruiné l'espoir qui était né... peut-on y lire. Ils ont désorganisé l'économie, créé un état de pénurie, de désordre et de grèves permanentes» On passe ainsi sous silence l'action des forces qui n'ont pas cessé de vouloir en finir avec «Solidarité». On intervertit les rôles ; au bout du compte, on jette la responsabilité sur ceux qui luttent pour les libertés fondamentales, on justifie l'action des forces oppressives.

Les mesures prises après le putsch militaire et l'instauration de l'état de siège sont pourtant d'un caractère anti-ouvrier et antipopulaire évident : l'arrestation des dirigeants syndicaux, les peines de prison ou de mort, l'interdiction de la presse indépendante du pouvoir etc... musèlent toutes les libertés. L'allongement de la journée de travail jusqu'à une durée de 12 heures, de la semaine de travail à 6 jours, la réquisition forcée de la production des paysans, sont autant de mesures dictatoriales contre le peuple polonais, qu'aucun partisan authentique du socialisme ne peut tolérer.

Ceux qui, en France, jubilent devant ces événements, les Lecanuet et les Chirac n'ont que faire des travailleurs polonais. Ils voient là, tout simplement, l'occasion de poursuivre leur combat contre l'idée du communisme. La répression anti-ouvrière les indignent beaucoup moins quand elle est au Chili. Au contraire, leur ami Papon décerne des brevets de démocratie au sanglant Pinochet !

C'est, quant à nous, au nom des idéaux du socialisme et du communisme que nous nous dressons contre le putsch qui s'est produit en Pologne, que nous nous situons résolument aux côtés de la classe ouvrière et du peuple polonais ; le socialisme c'est la liberté pour les travailleurs et le peuple, c'est le pouvoir de la classe ouvrière, c'est une économie tournée vers le bien-être de la population. Ce qui se passe actuellement en Pologne est la négation même du socialisme.

Notre inquiétude est grande en ces jours. Les travailleurs et le peuple polonais, nous en sommes sûrs, résisteront, selon les moyens auxquels ils pourront recourir, face au pouvoir dictatorial.

Nous serons à leurs côtés. Et nous agissons en commun avec tous ceux qui ont à cœur la défense des droits démocratiques des travailleurs polonais, la libération des dirigeants syndicalistes emprisonnés. Avec tous ceux qui s'opposeront à une intervention ouverte des troupes soviétiques et satellites si elles devaient relayer l'armée et la milice polonaises dans leur entreprise de répression du peuple.

Pierre BURNAND

## TEMOIGNAGE

# En Pologne 48 heures avant le coup de force

Voici le témoignage de deux militants du PCML qui étaient encore en Pologne 48 heures avant que n'ait lieu le putsch militaire. Au cours d'un séjour de dix jours, ils ont pu rencontrer des responsables de Solidarité; à Gdansk, au siège du syndicat, aux chantiers Lénine, ainsi que dans une usine pharmaceutique située à une soixantaine de kilomètres. Leur témoignage permet de mieux comprendre la situation qui précédait le coup de force.

● Vous étiez encore en Pologne, 48 heures avant la proclamation de l'état de guerre. Quelle était l'atmosphère alors?

La propagande de la télévision était brutale, les interviewes tronquées, avec des cadrages qui changent sans arrêt pour faire peur, Solidarité était présenté comme voulant la chute du gouvernement, foutant la pagaille. On voyait des gens qui s'agitent puis un coup de caméra sur un brassard de Solidarité puis une interview d'un ministre qui s'explique pendant une demie heure. Solidarité avait collé des affiches dénonçant la télévision, des affiches très satyriques.

Toutes les universités étaient en grève, particulièrement à Varsovie. Ils mettaient en avant des mots d'ordre sur la liberté d'expression; ils utilisaient des caricatures, des hauts-parleurs dans les gares.

Les militants de Solidarité que nous avons rencontrés s'attendaient à la confrontation. Ils étaient assez calmes. Ils ont souvent dit qu'ils n'avaient rien à perdre; ils n'ont pas peur. Mais malgré tout, ils craignent la guerre civile.

● Qu'est-ce que vous avez pu constater de la représentativité de Solidarité? Certains parlent des « extrémistes » de Solidarité, qu'est-ce que vous en pensez?

Solidarité, c'est un véritable phénomène social, c'est un mem-

bre de la famille de tout le monde. Toutes les conversations finissent par porter dessus. C'est un phénomène qu'on ne peut pas imaginer ici. Tout le monde a confiance, discute de ce qu'a fait Solidarité, lit son journal. A Gdansk, quand on a vu les premières queues, on se demandait ce que c'était: c'était pour le premier numéro de l'édition du littoral du journal de Solidarité. Tout le monde savait qu'il allait sortir; il était lu dans le métro, dans les trams. Si on parle d'extrémistes, alors il y a 80% de la population qui est extrémiste.

● Quelle étaient les revendications de Solidarité?

Des élections libres, l'information libre; pouvoir s'exprimer à la télévision. Et aussi le respect des engagements du gouvernement.

● Comment se manifeste la crise économique?

Le côté le plus voyant c'est l'approvisionnement. Il paraît que le socialisme c'est le bien-être du peuple. Là-bas, ce n'est pas ça. On voit des queues de plusieurs centaines de mètres pour les produits d'hygiène, par exemple. On ne trouvait le shampoing que par bouteille d'un litre, pour le quart d'un salaire moyen.

Il y a multiplication des cartes de rationnement. Avant, il n'y en avait que pour la viande;

maintenant, il y en a pour presque tout. Nous, on ne pouvait pas aller dans un magasin, il fallait des cartes de rationnement. Dans un magasin, on peut voir, par exemple, des saucissons qui pendent, mais on ne peut pas les acheter car les cartes sont distribuées dans les entreprises et les magasins sont réservés aux gens de tel ou tel secteur. Il n'y en a jamais pour tout le monde; il y a du retard dans la distribution des cartes.

Il y a aussi des coupures d'électricité. Il y a une annonce qui dure 20 secondes et la coupure dure une heure. En plus, on ne trouve pas de bougies, elles sont rationnées.

● Que pensaient du socialisme ceux que vous avez rencontrés?

Ils ne veulent pas troquer leur système contre un système capitaliste. Ils parlent de la Yougoslavie sans arrêt. Nous n'avons pas vu de gens qui pensaient, par exemple, que les USA c'était mieux. Contrairement à ce que nous avons vu en Tchécoslovaquie l'année dernière où beaucoup de jeunes regardent vers les USA. Là, ils se sentent Polonais. Ça ne les intéresse pas tellement ce qui se passe à l'Ouest; ils veulent vivre dignement.

Et l'armée?

Par le nombre d'hommes, l'armée polonaise est la plus impor-

tante du Pacte de Varsovie. C'est une armée de conscription avec aussi une armée de métier. Le service militaire est impopulaire, autant chez les étudiants qui font un an, que chez les travailleurs qui font deux ans. Malgré tout, ils n'étaient pas contre leur armée. Je ne pense pas qu'ils puissent utiliser les soldats contre leurs parents ou contre le peuple de Pologne. S'il y avait une répression dure, je ne pense pas que le gouvernement puisse compter entièrement sur l'armée. De même que sur la milice; comme on l'a vu pour l'affaire des pompiers de Varsovie, des miliciens ont refusé de déloger les pompiers. On était surpris par l'intérêt que les militaires, nombreux dans les rues, portent aux tracts et aux affiches.

● Comment se manifeste la présence soviétique?

Ils sont cantonnés dans des camps à l'extérieur des villes. On dit qu'ils porteraient aussi l'uniforme polonais et parleraient polonais.

## AUX CHANTIERS LENINE DE GDANSK

Là, on a été reçus par le se-





ment traitait le directeur des chantiers Lénine, «d'agent de Solidarité».

Le nombre d'adhérents a grossi. En 81, il y en a 3 000 qui partent à la retraite mais qui cotisent toujours à Solidarité.

Il faut lutter pour l'introduction de la réforme économique.

Ils sont optimistes depuis août 80, bien qu'il n'y ait pas eu de résultats, vu qu'il y a toujours l'entrave du gouvernement. On nous a dit : «La lutte sera dure». On lui a demandé s'il y avait des communistes dans Solidarité. Il nous a répondu qu'il y en avait très peu. Il nous a dit qu'il y avait 300 communistes dans l'entreprise. Un communiste ayant des responsabilités au parti n'aura pas de fonction dans le syndicat. Le parti est faible ; au début, il a essayé d'entraver le syndicat, d'empêcher la mise en place du syndicat ; il y a quand même 80% des ouvriers qui se sont prononcés pour Solidarité. C'est un peu le choix : soit le parti, soit Solidarité. Le premier a-avoir empêcher l'adhésion de ses membres à Solidarité, c'est le parti lui-même.

Il nous a dit que ça leur était égal, si on les traitait de contre-révolutionnaires. Ce qu'ils voulaient, c'était éliminer tout ce qui symbolisait l'URSS. Ils voulaient le bien du pays et pour ça il fallait s'opposer à l'URSS. Il nous a dit que la Pologne, c'était un pays de police, très éloigné

du socialisme —du moins des enseignements de Lénine sur le socialisme.

Il disait que la Pologne ce n'était pas du tout le socialisme qu'avait voulu Lénine.

On lui a demandé ce qu'il pensait des partis communistes dans le monde. Il nous a répondu que les peuples peuvent être gouvernés par des partis communistes mais il faut que ce soit différemment qu'en URSS. On lui a demandé un exemple d'un pays qui selon lui serait socialiste : il nous a cité la Yougoslavie. C'est surtout la question de l'autogestion qui les rapproche de la Yougoslavie.

Solidarité est pour la paix, mais pas à tout prix. Le peuple polonais est prêt à la lutte contre le gouvernement si besoin est.

Nous ne voulions pas abuser de son temps. Il nous a dit : «Venez je vais vous montrer quelque chose.». Il a pris une camionnette *Solidarnosc* et on s'est baladé dans tout le chantier avec lui. On a visité la salle où les accords ont été signés, et aussi le bâtiment où il travaillait et où la grève a été déclenchée. Le chantier Lénine produit à peu près 23-24 bateaux par an —dont 23 partent en URSS. C'est pareil pour tout.

Ils étaient prêts à affronter le gouvernement ; ils disaient qu'ils ne céderaient pas. Ils s'attendaient à un coup de force pour le 17, pour l'anniversaire des

accords. Il devait se passer un grand rassemblement à Gdansk, avec des délégations de plus de 1 000 usines. Ils s'attendaient à un coup de force, ils étaient prêts. Ils savaient qu'il allait se passer quelque chose. Le gouvernement fait de la propagande depuis une bonne semaine pour faire croire qu'ils fourbissent leurs armes dans les usines. C'est une situation bloquée parce que *Solidarnosc* demande des élections libres. Quand on sait comment les élections se passent en Pologne, c'est-à-dire la liste unique avec interdiction de barrer et obligation de voter, s'ils demandent des élections libres ça remet directement en cause le pouvoir du parti.

## DANS UNE USINE PHARMACEUTIQUE

On a aussi visité une entreprise pharmaceutique de 6 000 travailleurs. On a eu un entretien avec le conseiller juridique et avec le gars qui s'occupe de Solidarité. Ils importent de l'Ouest des matières premières (d'Italie). Elles sont transformées en Pologne et partent plus à l'Est. Ils ont une pénurie de médicaments et notamment d'antibiotiques, on nous avait deman-

dé d'en amener. C'est une entreprise pharmaceutique qui se situe à 60 km au sud de Gdansk. C'est une des plus grandes usines où il n'y a pas eu de grève, car c'est considéré comme un service public.

Le syndicat a été enregistré le 5 septembre 1980, après la signature des accords de Gdansk. Au début, il y a eu des volontaires aux responsabilités, et les élections ont eu lieu en octobre 80. Les accords portant sur les besoins du personnel, sont en réalisation. Avant, il était obligatoire d'être syndiqué au vieux syndicat, et maintenant 80% du personnel est à Solidarité. Les ingénieurs aussi sont à Solidarité ; par contre les cadres et les directeurs sont au vieux syndicat. C'est une constante partout, seul le personnel dirigeant reste au parti et au vieux syndicat.

Il y a eu la mise en place des comités d'autogestion. Ce sont des groupes qui font partie de Solidarité et qui se réunissent pour décider d'options économiques pour voir comment organiser la production. Comme ça, ils ne seraient pas pris au dépourvu s'ils devaient gouverner. Avant ils ne savaient pas si ce qu'ils faisaient était exporté vers l'URSS, à qui cela profitait. Tandis que maintenant avec l'autogestion, ils savent mieux ce qu'ils font. L'entreprise est beaucoup plus autonome par rapport au plan. Le conseiller juridique nous a expliqué que, à partir de

cette année, l'usine allait s'auto-financer.

Il y avait entre 300 et 400 communistes dans cette boîte, ils étaient aux anciens syndicats. Une petite partie d'entre eux est à Solidarité. Pour l'instant, au niveau de la boîte, c'est toujours le même encadrement, il n'y a pas eu de changement.

Le syndicat a droit à 15 minutes deux fois par semaine de prise de parole dans les micros.

On lui a demandé ce qu'il pensait du parti. Il a répondu que la situation polonaise déciderait du sort du parti. Il y a deux tendances dans le parti, les conservateurs-prosoviétiques, et les autres, rénovateurs partisans d'un règlement entre Polonais. Les conservateurs dirigent, du fait qu'ils sont appuyés par les Russes.

Lui aussi, nous a dit qu'un pays socialiste, pour lui, c'était la Yougoslavie.

Le mercredi 2 décembre, il nous a dit qu'on ne ferait pas l'économie de la lutte et il a dit que si les Russes n'étaient pas en Afghanistan, ils seraient déjà en Pologne.

Le parti n'est pas populaire et la structure de gouvernement a conduit à la crise. On lui a demandé si les vieux syndicats avaient changé. Il a dit qu'ils changeaient un peu, qu'ils évoluaient un peu, mais que ce n'était pas très conséquent.

Photos ci-dessus :

—l'intérêt de tout le peuple pour les affiches de Solidarité —ici plus précisément celui des militaires.

—l'entrée des chantiers Lénine à Gdansk le 9 décembre 1981.

—la camionnette de Solidarité dans les chantiers.

Ci-contre :

—différentes publications de Solidarité (tract, brochures sur l'invasion de la Tchécoslovaquie et sur les événements de Gdansk en 70, bulletin d'information et journal du syndicat).

Page de gauche :

—inauguration du monument aux martyrs de 70 à Gdansk.





Vue générale du premier Congrès de Solidarité Septembre-Octobre 1981.

« Je crois qu'il était impossible à un syndicaliste, d'où qu'il vienne, de ne pas voir dans ces assises la marque d'une authentique expression des travailleurs. Pour ma part, j'y ai retrouvé le visage des travailleurs de tous les temps, de tous les âges, de tous les pays, avec la même recherche, la même soif de justice, de liberté, de bien-être, les mêmes soucis de cohésion et d'efficacité, la même volonté, le même enthousiasme pour vaincre. »

(Luc Quinat. Envoyé spécial de la Vie Ouvrière au premier Congrès de Solidarité - V.O Nos 1938 - 21/10/81).

## SOLIDARNOSK

# Ils voulaient seulement le socialisme

Camarade Adam, camarade Andrzej, camarade Anna, camarade Lech, camarade Bogdan... camarades polonais, nous vous saluons!

Il y a des jours où l'on voudrait laisser de côté les mots et les analyses. Pourtant, c'est justement dans ces moments-là de grande émotion et de grande colère que la théorie devient concrètement quand les chars quadrillent Varsovie, quand le « Club de propriétaires de la Pologne populaire » prétend interdire à la classe ouvrière et au peuple polonais de reprendre LEUR pouvoir, de faire la révolution.

Claude LIRIA

**C**amarades polonais, ce que vous vouliez, c'était seulement (!) le SOCIALISME. Nous ne répéterons jamais assez les propos tenus par Walesa et la délégation de Solidarité, il y a un mois et demi, à Paris, devant toutes les composantes du mouvement syndical français. Que disaient-ils? « Nous ne voulons pas un retour au capitalisme. Ce que nous voulons, c'est par l'autogestion, en arriver à une bonne gestion dans les entreprises », « Nous voulons régénérer le tout et écarter ce qui est mauvais. Comme nous le savons, les mots d'ordre du socialisme sont très valables, on peut même les exporter. Mais il faut les réaliser dans la vie. Toute autorité se corrompt. C'est pourquoi il faut la contrôler. Il faut une critique et un contrôle. Nous allons introduire ces deux éléments, et alors, ce sera bon pour la consommation ».

Écoutons encore ce qu'ils disaient à l'adresse de ceux qui les accusent de vouloir rétablir la propriété privée: « Théoriquement, c'est chez nous, une démocratie avec des slogans magnifiques. Nous voulons un gouvernement fort et sage, mais servant la cause du monde du travail. »

### « NOUS FAISONS LA REVOLUTION »

« On nous a enfermés dans des étiquettes. Souvent la pratique a précédé la théorie: regardez la Yougoslavie, et d'autres pays socialistes; on les avait accusés de faire la contre-révolution. Pourtant dans ces pays, la

faim a disparu et le niveau de vie des travailleurs a augmenté. Alors, ce n'était pas une contre-révolution. Tant pis comment on l'a qualifiée au début. Plus tard, l'histoire jugera que ce que nous faisons, c'était la Révolution, et non la contre-révolution ».

Et Walesa lui-même n'avait-il pas dit à la classe ouvrière de France: « Si dans votre pays, les usines appartenaient aux ouvriers, je suis sûr que ce serait beaucoup mieux que la propriété privée ». N'avait-il pas dit encore: « Nous voulons pouvoir choisir nos amis et nous voulons que nos amis ne puissent pas nous menacer » ?

Parmi les sept points de la résolution finale adoptée en septembre par le premier Congrès de Solidarité, rappelons les revendications suivantes:

« Une réforme de l'économie par la création de conseils d'autogestion authentique dans les entreprises et par la liquidation de la nomenclature du parti;

la vérité par un contrôle social sur les mass-médias et la suppression du mensonge dans l'éducation et la culture polonaises;

la démocratie par l'introduction d'élections libres à la Diète et aux conseils du peuple;

la justice par l'assurance de l'égalité de chacun devant la loi, la libération des prisonniers d'opinion et la défense des personnes poursuivies pour leurs activités politiques, éditoriales ou syndicales » (...)

Ainsi, par un lent et violent processus de luttes et de réflexions, la classe ouvrière polo-

naise a commencé à définir très concrètement le socialisme qu'elle voulait, le seul qui puisse avoir un sens si l'on est d'accord pour dire que le socialisme doit servir les intérêts du peuple. Du même coup, même si cela n'a jamais été dit en toutes lettres à cause des menaces qui pesaient, la classe ouvrière et le peuple polonais ont défini ce que n'était pas le socialisme: le fait que la propriété des moyens de production soit étatisée suffit-il à dire que le socialisme existe en Pologne? C'est une vision bien étriquée!

### TOUT LE POUVOIR AUX PRODUCTEURS

En principe, le socialisme est un système où l'Etat représente et garantit les intérêts politiques et économiques de la classe ouvrière et du peuple. Peut-on parler de socialisme en Pologne, alors que « l'Etat des ouvriers et des paysans » ne sait répondre que par la violence et la répression aux revendications, non pas d'une poignée de dissidents, mais de millions et de millions de prolétaires?

On nous objectera que les revendications de Solidarité ne sont pas « justes », ne sont pas « socialistes ». Mais ce que demande Solidarité, c'est que les ouvriers ne soient pas formellement propriétaires des usines, mais qu'ils puissent effectivement diriger l'économie. Qu'y a-t-il là-dedans de contre-révolutionnaire? N'est-il pas temps de se demander si le dogme de la planification bureaucratique centralisée, tel qu'il est appliqué aujourd'hui en Pologne comme en URSS, n'a pas dépossédé les producteurs du pouvoir?

Et quand Solidarité demande la « liquidation de la nomenclature du Parti », ne s'attaque-t-il pas justement à cette couche de nouveaux bourgeois et autres privilégiés gravitant dans les sphères dirigeantes, et dont la naissance n'a pu être évitée en raison de la conception bureaucratique de la gestion économique? Comme l'indique d'ailleurs Solidarité dans les extraits cités ci-dessus, le peuple polonais n'est pas le premier ni le seul à réfléchir sur le type de gestion économique qui, sous le socialisme, garantira le pouvoir des travailleurs, donc aussi ses droits démocratiques: le peuple yougoslave et ses dirigeants, les peuples et les communistes chinois et coréens ont mené et mènent la même réflexion.

### LA LIBERTÉ DE DIRIGER

Et quand Solidarité réclame la garantie des droits démocratiques pour le peuple polonais, il est clair qu'il ne réclame pas seulement les libertés démocratiques dont nous disposons en France (liberté de presse, d'association, de grève, etc...) qui lui sont aujourd'hui niées; il réclame une liberté que seul le socialisme peut garantir, une liberté qui a permis à Lénine de dire que le socialisme était cent mille fois plus démocratique que la démocratie bourgeoise, c'est-à-dire la liberté de DIRIGER, la liberté de contrôler les affaires de l'Etat, la liberté de gérer l'économie. Qu'y a-t-il là-dedans de contre-

révolutionnaire?

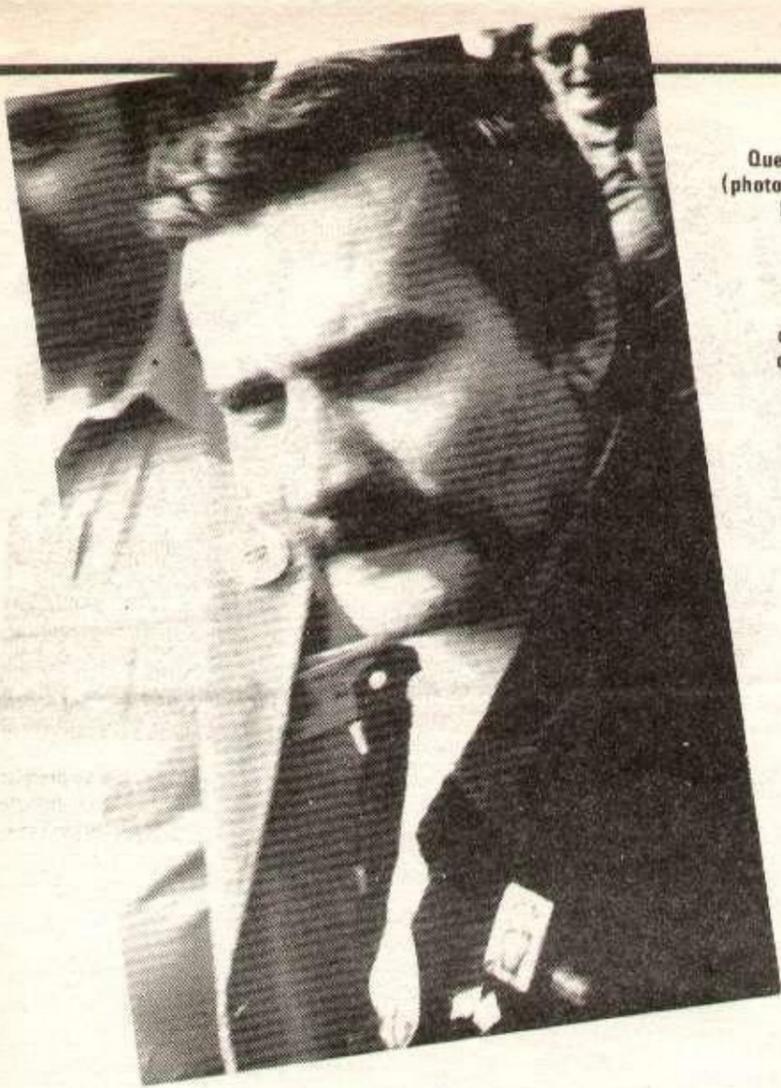
Au contraire de tous ceux qui dénoncent « l'extrémisme » de Solidarité, nous pensons que les revendications du peuple et de la classe ouvrière polonaise sont la preuve d'une réflexion exceptionnellement avancée sur la pratique du socialisme, sur les erreurs tragiques qui ont conduit ce système — qui aurait dû garantir les intérêts du peuple — à se transformer en son contraire, c'est-à-dire en goulag. Voilà ce que ne pouvaient supporter les dirigeants polonais, pas plus que leurs frères soviétiques, que les revendications du peuple polonais n'épargnaient pas.

### L'ESPERANCE EST VIOLENTE

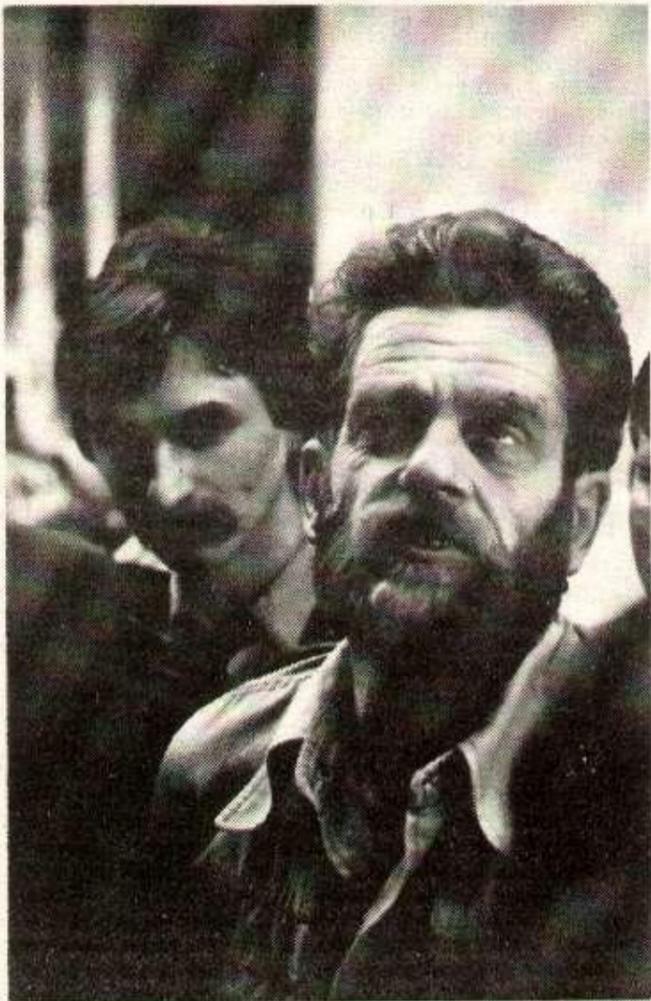
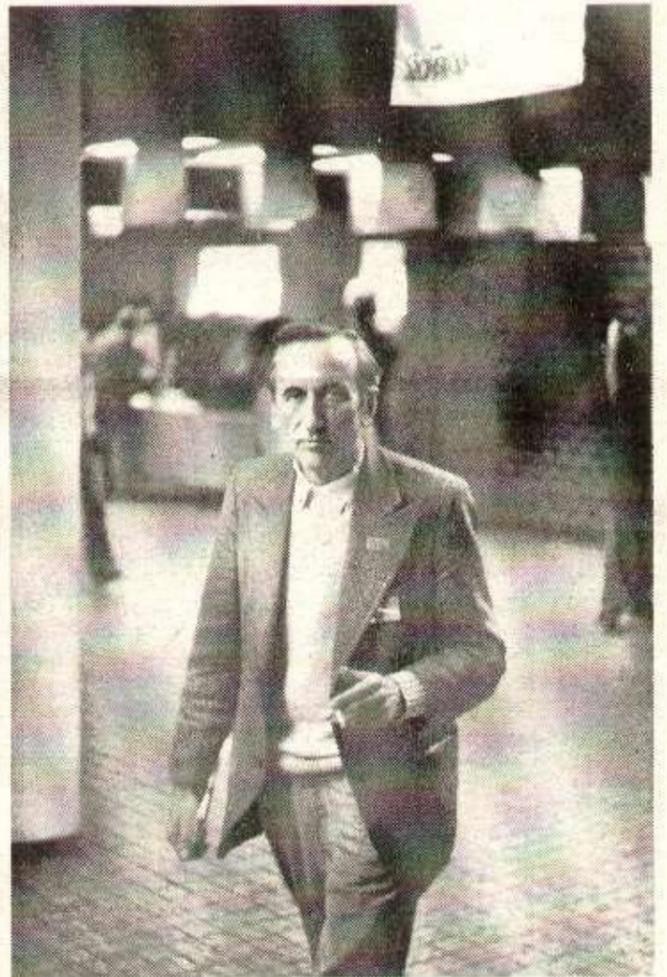
Lénine avait déjà dit et répété que la bourgeoisie — ici il faudrait dire la nouvelle bourgeoisie — ne se laissait jamais déposséder de son pouvoir sans réagir. Les événements actuels lui donnent malheureusement raison. Comme nous aurions préféré que cette thèse léniniste ne soit pas une nouvelle fois vérifiée dans la pratique, c'est-à-dire dans le sang et dans les larmes du peuple polonais!

Mais nous savons aussi que le combat n'est pas terminé en Pologne. Quels que soient les avatars de l'histoire et les répressions sanglantes, la classe ouvrière et le peuple polonais ont toujours relevé la tête et à chaque fois, ils sont passés à une étape supérieure dans leurs luttes et dans leur réflexion.

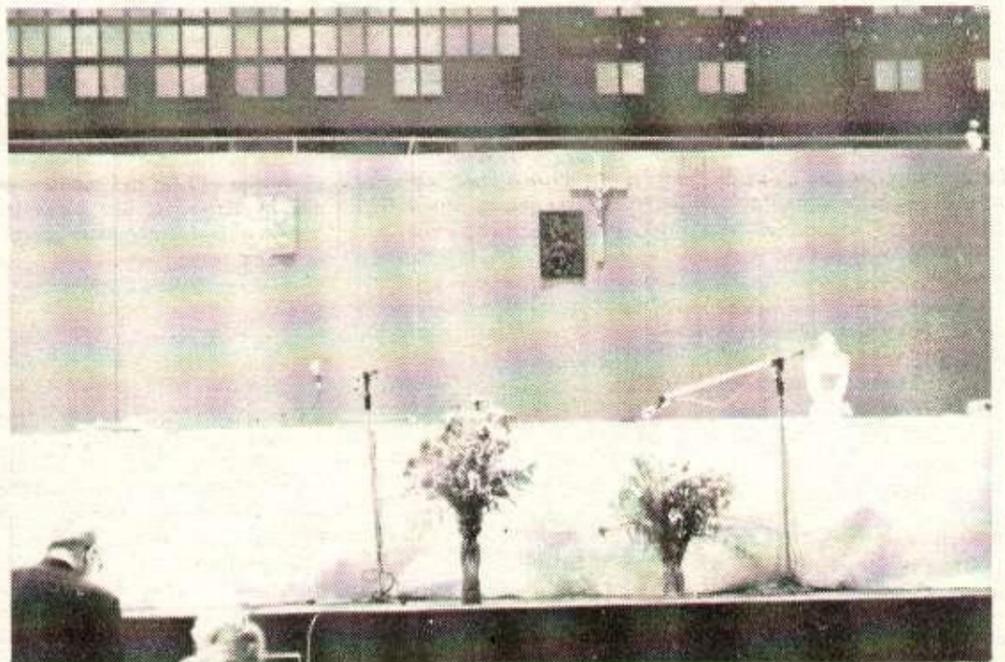
« La vie est lente, mais comme l'espoir est violent ! »



Quelques « figures » de Solidarité.  
(photos prises lors du 1<sup>er</sup> Congrès).  
De haut en bas et de gauche à  
droite : Lech Wałęsa, Jan  
Ruleski (syndicat de  
Bydgoszcz), Jarek Kuron  
(syndicat du comité de  
défense des ouvriers —KOR—  
dissout, puis expert du MKS),  
Tadeuz Mazowiecki (un  
des « experts » des  
négociations de Gdansk)  
et Andrzej Gwiazda.



En bas à droite : la tribune du  
Congrès laissée vide au moment  
où a lieu l'élection par le Congrès  
de la nouvelle direction de Soli-  
darité.



# Les ouvriers polonais face à la «non-ingérence» soviétique

«A chaque moment crucial de l'histoire de la Pologne, le peuple polonais s'est toujours retrouvé seul. Cette fois encore, nous savons que nous aurons à nous battre seuls, nous savons que l'Europe ne bougera pas le petit doigt pour nous. Mais nous nous battons quand même.» Voilà résumée l'opinion de nombreux Polonais que j'ai rencontrés tout au long de ces derniers mois. A en croire les premières réactions des gouvernements européens qui s'en lavent les mains puisque selon eux «il n'y a pas d'ingérence extérieure», le pessimisme des Polonais était donc justifié.

Et nous ne sommes pas seulement honteux, nous sommes aussi effarés de l'incroyable aveuglement des dirigeants européens, parmi lesquels le ministre français des Relations extérieures, M. Cheysson.

Comme si l'URSS n'était pas déjà présente en Pologne! Comme si les multiples pressions militaires et économiques de Moscou n'avaient pas eu justement pour but d'obliger les dirigeants polonais à prendre des mesures radicales contre le renouveau!

Claude LIRIA

A ceux qui voudraient oublier la réalité qui les aveugle, rafraichissons la mémoire.

Le 11 novembre 1978, plusieurs milliers de Polonais manifestaient aux cris de : «Il n'y a pas de pain sans indépendance». Que voulaient-ils dire, Monsieur Cheysson?

## LE FARDEAU MILITAIRE

Le 17 décembre 1957, était signé l'accord soviéto-polonais réglementant «le stationnement temporaire» (!) des troupes soviétiques en Pologne.

Aujourd'hui, sur le sol polonais, l'URSS maintient en permanence deux divisions blindées, classées en première catégorie de préparation au combat, et 325 chars. C'est à Legnica,

à 350 km au sud-ouest de Varsovie que siège le commandement du groupe Nord des forces du Pacte de Varsovie, dirigé par l'armée soviétique.

L'adhésion de la Pologne au Pacte de Varsovie a constitué au fil des ans, un fardeau de plus en plus lourd à supporter pour l'économie polonaise. En 1978, après l'intervention vietnamienne au Cambodge et quelques semaines avant l'invasion de l'Afghanistan, l'URSS demandait à ses alliés du Pacte d'augmenter sensiblement leurs dépenses militaires. Après la Roumanie, la Pologne décidait de refuser ces nouvelles dépenses. Le ministre polonais des Affaires étrangères déclarait alors : «Pour nous, la défense est un très lourd fardeau». Et comment! En 10 ans, de 1967 à 1977, Moscou contraignait la Pologne à accroître ses dépenses militaires de 104%! La moitié du revenu national polonais est ainsi consacré à l'entretien et au renforcement du potentiel militaire. Chiffres énormes qui permettent, entre autres, de comprendre la faillite économique de la Pologne.

## UNE ÉCONOMIE DÉSÉQUILIBRÉE

Sur le strict plan économique, l'indépendance de la Pologne est elle-aussi toute relative. Et quand les ouvriers polonais demandaient au gouvernement, dans l'hypothèse d'une réforme économique, d'accéder à toutes les informations concernant les richesses du pays, les importations et les exportations, il est clair qu'ils mettaient le doigt sur la plaie.

Rappelons, dans le désordre, que pendant les Jeux olympiques de Moscou, la Pologne était chargée d'assurer toute la partie alimentaire des Jeux; que 90% de la production des chantiers navals de Gdansk part pour l'Union soviétique; que pendant la grève d'août 80, des ouvriers polonais ont découvert et soudé sur les rails un train de jambon en route

pour la frontière de l'Est, et maquillé en chargement de peinture. Rappelons encore que de riches gisements de charbon et de pétrole polonais ne sont pas exploités car c'est l'Union soviétique qui alimente la Pologne en pétrole. Ce qui permet un chantage économique grandissant, vu l'ampleur de la crise.

Et là encore, Solidarité avait mis le doigt sur la plaie en réclamant dans la résolution de son 1<sup>er</sup> Congrès, «du charbon pour le peuple et l'industrie». Sous-entendu : «Pas du pétrole russe».

Les Polonais ont encore réclamé l'arrêt des dépenses inutiles, comme cette opération de prestige «Intercosmos», au cours de laquelle un cosmonaute polonais était parti dans une fusée russe.

Citons encore les grands complexes sidérurgiques de Cracovie et de Katowice dont la production part en URSS.

Ainsi, quand les ouvriers polonais demandent une réforme économique assortie d'un contrôle populaire, il est clair, pour eux comme pour ceux qui sont en face, qu'ils ne s'attaquent pas seulement à la «nouvelle bourgeoisie» polonaise, mais au-delà d'elle, aux dirigeants du Kremlin.

## LA DERNIÈRE «NON-INGÉRENCE» OFFICIELLE DE BREJNEV

En septembre dernier, au moment où Solidarité tenait son 1<sup>er</sup> Congrès, l'URSS a adressé officiellement une nouvelle lettre d'avertissement au gouvernement et au parti polonais.

Pour la première fois, cette lettre insistait presque exclusivement sur les relations soviéto-polonaises :

«Nous attendons de la direction du POUP et du gouvernement qu'ils prennent immédiatement des mesures énergiques et radicales afin de mettre un terme à la propagande antisoviétique (...) Une vive campagne est actuellement menée de manière incontrôlée et en toute impunité dans le pays contre l'Union soviétique et ses politiques intérieure et étrangère. (...) Le Comité central du PCUS et le gouvernement soviétique estiment que toute indulgence supplémentaire vis-à-vis des manifestations d'antisoviétisme cause un tort immense aux relations soviéto-polonaises et se trouve en contradiction directe avec les engagements de la Pologne en tant qu'alliée et avec les intérêts vitaux de la nation polonaise.»

Trois mois plus tard, les dirigeants polonais ont pris «des mesures énergiques et radicales» : l'état de siège. Voilà ce que M. Cheysson appelle «la non-ingérence» !

## LE KREMLIN CONTRE LE RENOUVEAU

Dans ces conditions, on comprend mieux les incessantes mises en garde, avertissements, lettres officielles et autres manœuvres militaires soviétiques qui ont ponctué les événements polonais depuis août 1980. Nous ne les rappelons pas toutes ici. Ce serait très fastidieux, on

pourrait en écrire des pages et des pages. Mais, simplement, n'oublions pas cette lettre du Parti soviétique adressée au Parti polonais et se terminant ainsi : «Le cours des événements doit être renversé en Pologne.»

Reste à savoir si l'armée et la milice polonaise seront assez fortes pour cela. Dans le cas contraire, que décidera Moscou?



## La condamnation des partis communistes italien et espagnol

Dès le 14 décembre, L'Unità, journal du PCI titrait : «Le PCI exprime sa condamnation et demande le rétablissement des libertés civiles et syndicales». Un document du PCI indique :

«Les graves mesures prises par le gouvernement polonais avec la déclaration de l'état de siège, la constitution d'une organisation militaire extraordinaire, les arrestations et les passages en cour martiale, suscitent une inquiétude extrêmement vive. Il faut condamner le coup qui est ainsi porté aux tentatives de solution politique de la crise polonaise avec la participation responsable de toutes les composantes de la société au travers d'un processus effectif de démocratisation. Le PCI a toujours reconnu et approuvé l'exigence

d'un profond renouvellement apte à corriger les erreurs de direction du passé dans l'économie et la vie politique, et appuyé sur les forces fondamentales d'un Parti communiste renoué, sur les organisations syndicales représentant de façon autonome et responsable la volonté des travailleurs, ainsi que sur l'Eglise. Le PCI a toujours affirmé la nécessité que ce cours nouveau se fonde sur un débat ouvert pour déboucher sur une entente nationale capable de résoudre les problèmes aigus de la société et de l'Etat, de garantir le droit de liberté du peuple polonais et l'indépendance de la nation, sans recourir à des actes de force isolant les tendances extrémistes et irresponsables de chaque camp, et repoussant toute éventualité

de pressions et interventions de l'extérieur.»

Les organisations syndicales italiennes ont unanimement condamné le coup de force militaire.

En Espagne, le Parti communiste a nettement exprimé sa condamnation :

«Nous avons toujours appuyé la rénovation de la direction du parti et la démocratisation de la société en Pologne. Nous considérons au vu des événements que le mode d'exercice du pouvoir à Varsovie est définitivement un échec, même s'il n'implique pas celui d'un régime social», a déclaré, le dimanche 13 décembre, le vice-secrétaire du Parti communiste espagnol, Nicolas

Sartorius. «C'est la première fois dans un pays socialiste que l'armée fait une espèce de coup d'Etat militaire — a-t-il ajouté. Ce n'est pas de cette manière que l'on peut résoudre des problèmes politiques comme ceux de la société polonaise. (...) Dans les pays qui ont atteint un certain niveau de développement, on pourra résoudre les problèmes du socialisme dans un cadre démocratique.»

«L'arrestation des dirigeants syndicaux et les mesures prises contre les libertés civiles sont inacceptables et condamnables, d'autant qu'elles ne font que durcir les positions. Il ne peut y avoir de solution au problème polonais que dans le cadre de la négociation.»

«Nous savons très bien ce

que signifie une intervention militaire qui porte atteinte aux droits des travailleurs», a affirmé de son côté .. Marcelino Camacho, secrétaire général de la centrale syndicale Commissions ouvrières. «C'est pour cela que nous sommes opposés à toute intervention militaire contre les syndicats, que ce soit à l'Est ou à l'Ouest.»

«Défendre l'existence de Solidarité en Pologne, c'est défendre l'existence du pluralisme et de la démocratie syndicale dans ce pays — dit M. Camacho. Il est important que les travailleurs puissent avoir leurs organisations indépendantes du parti et de l'Etat et que le droit de grève leur soit reconnu sans réserve. C'est pour cela que l'expérience polonaise était positive.»

# Etat de siège

—**Samedi 12 à 23h** : toutes les communications téléphoniques et les télex sont coupés.

—**24h** : une dizaine de camions de la milice barrent la rue où se trouve le siège de Solidarité-Varsovie. Des centaines de militaires, casqués et armés de longues matraques, en descendent et pénètrent dans l'immeuble.

—**Dimanche 13 à 1h** : la rafle commence. Un premier dirigeant de Solidarité est arrêté à son domicile perquisitionné.

—**3h** : la direction de Solidarité (17 membres) est arrêtée, sauf Walesa. 39 blindés se dirigent sur la capitale.

—**5h** : l'armée et la milice quadrillent Varsovie.

—**6h** : le général Jaruzelski annonce « l'état de guerre ». Un conseil militaire de salut national dirige le pays.

—**7h** : Radio-Moscou annonce la nouvelle et conclut : « La Pologne demeurera un maillon indéfectible de la communauté socialiste. »

—**11h** : « Du fait de l'Etat de siège, il a été nécessaire de suspendre les activités des syndicats. »

Les émetteurs de la radio-télévision sont sous contrôle de l'armée. Des commissaires militaires

sont mis en place dans toutes les régions. Ils « appliqueront la loi dans toute sa rigueur » contre les « fauteurs de troubles ».

Les communications téléphoniques sont sous la censure. Il est interdit de filmer et de photographier. L'espace aérien est fermé au trafic international.

—**13h** : le couvre-feu est instauré de 22h à 6h du matin.

—**13h30** : 2 000 personnes rassemblées devant le siège de Solidarité à Varsovie sont dispersées par la milice. La section Solidarité de l'usine d'Ursus — banlieue de Varsovie — lance un appel par tract à la grève générale.

—**14h30** : la radio annonce les mesures d'exception. Sont interdits : toute réunion publique, tout spectacle, sauf la messe, toute grève et toute activité syndicale, toute sortie du territoire, tout port d'arme (y compris les armes blanches), tout déplacement de plus de 48h sans autorisation, tout séjour dans les zones frontalières sans autorisation.

Tout citoyen pourra être réquisitionné par l'Etat. Les autorités pourront détenir sur simple décision administrative toute personne suspecte.

—**17h** : le Conseil militaire annonce la militarisation des grands secteurs de l'Economie : « Les travailleurs des entreprises militarisées seront considérés dans leur travail comme des soldats en service actif. En cas de désobéissance, ils seront punis selon les dispositions de la loi militaire. ».

Autrement dit, la peine de mort. Toute la presse est interdite, sauf celle du parti et de l'armée.

Toute personne organisant une grève ou toute autre action de protestation sera punie de 5 ans de prison.

Toute personne qui poursuivra des activités au sein d'une organisation suspendue sera punie de 3 ans de prison. Toutes les écoles sont fermées.

La Diète (Parlement) ajourne sa réunion des 15 et 16 décembre... Selon un dirigeant du Conseil militaire, un millier de personnes ont été « internées ».

—**18h30** : les « samedis libres », première conquête de Solidarité, sont supprimés. La durée du travail pourra être dorénavant de 12h par jour, et 7 jours sur 7 — s'il le faut.

Dans les campagnes, les produits agricoles peuvent être réquisitionnés par l'Etat.

## «SI NOUS DEVONS PAYER, ALORS NOUS PAIERONS»

Toute la prudence et l'action réfléchie des dirigeants de Solidarité n'auront finalement pas pu éviter le drame. Ont-ils vraiment cru que les travailleurs polonais pourraient reprendre graduellement et pacifiquement le pouvoir. LEUR pouvoir si l'on en croit la Constitution polonaise? Ce qui est sûr, même s'ils ont tout fait pour éviter la tragédie, c'est qu'ils se sont préparés depuis plusieurs mois à la contre-offensive violente du pouvoir. A Paris, Walesa déclarait il y a un mois : « Nous vaincrons certainement, mais nous ne savons pas à quel prix. Nous allons continuer dans notre voie, mais si nous devons payer, alors nous paierons. Mais nous voulons l'éviter. Nous luttons par la paix et pour la paix. »

Aujourd'hui, toutes les premières conquêtes des travailleurs polonais sont balayées. Toutes les libertés démocratiques inscrites en lettres d'or dans la Constitution polonaise et que Solidarité voulait seulement voir appliquées, sont publiquement et officiellement supprimées. Sans parler du véritable pouvoir des travailleurs pour lequel Solidarité se battait depuis les accords de Gdansk. Alors que reste-t-il du socialisme en Pologne? RIEN, même pas la façade de la Constitution! « L'armée dirige, les travailleurs produisent, les travailleurs se taisent » : voilà la vérité qui saute aux yeux aujourd'hui, et jamais nous n'appellerons cela du socialisme.

Aujourd'hui, il nous faut rappeler cette intervention d'un délégué de Solidarité au Congrès du syndicat en septembre dernier. Récusant les accusations de Moscou selon lesquelles Solidarité menacerait le socialisme, il déclarait : « Que signifie "forces antisocialistes", "forces contre-révolutionnaires"? (...) Pour moi, le socialisme, c'est la lutte pour une économie démocratique, pour la propriété collective des moyens de production — non pas la propriété étatique avec un groupe de nouveaux propriétaires privés des moyens de production —, mais la propriété sociale des moyens de production. Pour moi, le socialisme, c'est la lutte pour la gestion démocratique des usines, pour les libertés politiques, qui est le but de tout socialisme, pour l'abolition de la censure, pour la possibilité de développer pleinement la nation polonaise. Et ce serait cela les forces antisocialistes et contre-révolutionnaires! Non, c'est LEUR socialisme qui est contre-révolutionnaire et antisocialiste. »

C.L.

# Gdansk 1970 - Radom 1976



Ci-dessus : local du POUP incendié lors des émeutes ouvrières de 1976. Ci-dessous : quadrillage militaire lors de la répression sanglante des ouvriers à Gdansk en 1970.



Le document (1) que nous présentons ci-dessous relate l'insurrection populaire de Radom qui, le 25 juin 1976, souleva la classe ouvrière et les masses populaires contre la décision gouvernementale d'augmenter de manière considérable les prix des produits alimentaires de première nécessité.

Le personnel de chez Walter défila dans la rue, dans un ordre exemplaire, avec des drapeaux polonais blancs-rouges et des drapeaux rouges, chantant l'Internationale. Les travailleurs d'autres usines de Radom les rejoignirent : ceux des tanneries de Radoskor, de l'usine d'appareillage téléphonique, de la fabrique de cigarettes, les cheminots et bien d'autres petites entreprises.

Les manifestants, auxquels s'étaient jointes la jeunesse scolaire et la population de Radom, arrivèrent devant le siège du Comité de voïvodie du parti, dans la rue du Premier Mai. Ils demandèrent que les dirigeants locaux viennent discuter avec eux. Mais le secrétaire de voïvodie, Prokopiuk, refusa de sortir. Au bout d'un moment, le deuxième secrétaire, Adamczyk, vint à l'extérieur. A la foule qui criait que les ouvriers voulaient parler avec la direction du parti, il répondit qu'il ne discuterait pas avec la populace.

Alors une femme, son enfant dans les bras, s'avança. Elle était veuve, dit-elle, avec trois enfants à nourrir et gagnait 2 200 zlotys par mois (2). Jusque là, elle pouvait tout juste acheter avec son salaire, du pain et du sucre pour les enfants — après la hausse des

prix, elle n'y arriverait plus. Elle demanda enfin : « A combien s'élève votre traitement, camarade secrétaire? »

Le secrétaire du parti, fort ému, proposa que la foule désigne une délégation. Il parlerait avec cette délégation. Alors une femme cria : « Une délégation? Pour que vous sachiez qui arrêter! Eh bien! C'est moi, la délégation. Allons-y, parlons! »

De tous côtés, des cris de dérision partirent à l'adresse du secrétaire et du parti lui-même. La tension monta. Adamczyk, de plus en plus ému, répétait qu'il ne discuterait pas avec la populace. Alors, un ouvrier de chez Walter, en bleu crasseux comme tous ses camarades, s'avança, montra ses vêtements, et dit qu'on lui donnait un neuf une fois par an, alors qu'il en faudrait au moins un par trimestre. Et montrant le complet d'Adamczyk : « Et combien coûte votre complet? Sûrement dans les 6 000 zlotys, sinon davantage! »

Aussitôt, le cri monta : « Déshabillez-le! ». Un groupe de jeunes se précipita et força Adamczyk à se déshabiller. Le second secrétaire dut se réfugier en sous-vêtements dans l'immeuble, bombardé d'ordures.

On força la porte du magasin de la cantine de la maison du parti, où se trouvaient de grandes quantités de charcuterie fine et d'autres denrées alimentaires. On entassa le tout devant le bâtiment, puis on mit le feu aux autres ailes de la maison du parti.

Entre temps, les murs de Radom s'étaient couverts d'affiches portant : « A bas le POUP,

parti vénal! » et autres slogans semblables.

A l'exception du groupe d'immeubles assiégé, tout Radom se trouvait entre les mains de la population de la ville. Des barricades s'élevèrent.

Devant les immeubles du Comité du parti, de l'administration de la ville, de la police et des services de sécurité, on pouvait voir brûler les voitures de service et les automobiles privées des responsables. Des tonnes de jambon de conserve, entreposées à l'usine de conserves de Radom et destinées à l'exportation, furent distribuées à la population.

Vers neuf heures, le téléphone international était coupé à Radom. Quelques dizaines de barricades s'élevaient dans les rues. Les vieux, les retraités encourageaient les jeunes à participer aux manifestations et aux combats contre la milice : « Maintenant, dans deux ans, ou dans cinq ans, il faudra y aller. Alors, finissons-en tout de suite! Tous au combat! »

La répression qui suivit fut féroce. Dans la seule ville de Radom on devait relever 17 morts parmi les ouvriers.

Le 4 juillet suivant, plus de 5 000 personnes avaient déjà été condamnées à des peines d'amen-de et de prison.

(1) « Document du Comité de défense des ouvriers polonais ».

(2) Le salaire moyen était de 3 000 à 3 500 zlotys par mois. Les salaires payés à Radom étaient inférieurs à la moyenne nationale. En pouvoir d'achat, 2 200 zlotys représentaient environ quelques 500 francs de l'époque.

## EDITORIAL

**T**ANT de liens nous unissent à la Pologne qu'il est bien normal que les nouvelles de Varsovie soient accueillies chez nous avec un intérêt passionné.

L'amitié franco-polonaise, rappelons-le, est fondée pour une large part sur le respect que, tout au long de l'Histoire, les Français ont éprouvé pour la souveraineté nationale du pays de Kosciuszko et de Dombrowski, de Chopin, de Mickiewicz et de Marie Curie. Souveraineté tant par les chevaliers teutoniques, le roi de Prusse, le tsar et l'Allemagne nazie. Souveraineté reconquise en 1945, par les sacrifices et les victoires des résistants polonais, de l'Union soviétique et de leurs alliés.

Dans les nouvelles épreuves que traverse la Pologne, il faut avant tout souhaiter que les Polonais eux-mêmes, sans aucune ingérence étrangère, résolvent les graves problèmes qui se posent à eux.

Ouverte il y a quinze mois, la crise actuelle n'a jusqu'ici entraîné aucune effusion de sang. A la différence de la tragédie de décembre 1970, l'esprit de concertation avait prévalu sur la Baltique en 1980. Et nous avions alors salué ici même la volonté de renouveau démocratique qui se faisait jour.

Mais, gravement traumatisé par les événements, le Parti ouvrier unifié polonais n'a pas su ou pas pu, à cette époque, réaliser les réformes profondes et audacieuses qu'attendait le pays. Il a souffert lui aussi du désarroi général et est resté en quelque sorte paralysé lorsque ont surgi de nouveaux et interminables conflits.

Et surtout les excès de « Solidarité » ont ruiné l'espoir qui était né. S'ajoutant aux erreurs commises dans les années 70, ils ont désorganisé l'économie, créé un état de pénurie, de désordre et de grèves permanentes. Ils ont accru une tension que la réunion de la commission nationale de « Solidarité », à Gdansk, ces tout derniers jours, a portée à son paroxysme.

## L'EPREUVE POLONAISE

Les comptes rendus de l'agence France-Presse sont, à cet égard, édifiants. Voici quelques-uns des propos qu'ils rapportent.

Un responsable de « Solidarité » en Silésie : « Aucune idée d'entente inspirée par le Parti ne devrait être acceptée. »

Un responsable de « Solidarité » à Varsovie : « Il est temps de cesser de négocier avec le gouvernement. »

Enfin Associated Press note qu'à Gdansk, un autre dirigeant de « Solidarité » s'est écrié que le moment arrivait où il faudrait « dégainer les épées ».

Refus de l'entente nationale inlassablement proposée par les communistes

polonais, refus de tout dialogue, appels à la lutte armée et à la subversion — il ne s'agissait pas de simples excitations verbales : déjà « Solidarité » a constitué, ces jours derniers, des milices ; elle a même décrété, dans certaines usines, l'interdiction de toute activité communiste.

Et ces préparatifs devaient déboucher sur l'organisation d'une journée de protestation nationale, à l'issue de laquelle un nouveau gouvernement devait être proclamé.

Certains responsables de « Solidarité » ont tenu, dimanche, à Gdansk, non point des discours syndicaux, mais un langage de guerre civile.

Samedi soir, la Pologne apparaît

sait sous le coup d'un péril imminent et mortel.

Le chef du gouvernement, le général Jaruzelski, n'a sans doute pas tort de dire que les mesures adoptées dans la nuit de samedi à dimanche étaient celles de la dernière chance.

Mesures exceptionnelles, mais dont Jaruzelski a fixé lui-même les limites. Les restrictions apportées à l'exercice des libertés doivent être temporaires, a-t-il dit. La grève, selon lui, demeurera un « droit imprescriptible ». Plus généralement, il exprime la conviction qu'aucun grand problème polonais ne peut être résolu à longue échéance par la force. Le souci déterminant est d'éviter l'affrontement.

Autant d'éléments dont ne veulent manifestement tenir aucun compte ceux qui, chez nous, comme MM. Chirac ou Bergeron, affichent une irritation dont on peut se demander si son motif invoqué n'est pas que les Polonais se mêlent de régler eux-mêmes leurs propres affaires.

Ce n'est pas aider les Polonais que

d'appeler à des démonstrations irresponsables. Pour ne favoriser aucun des périls qui menacent la Pologne, le respect de sa souveraineté nationale, la non-immixtion sont indispensables.

Jean-Paul II n'a que trop raison de rappeler qu'il y a eu déjà trop de sang versé en Pologne, particulièrement au cours de la dernière guerre, pour qu'on en verse encore. Et plusieurs gouvernements européens, dont le nôtre, par la voix de Claude Cheysson, ont fait savoir qu'ils s'en tiennent au principe de la non-ingérence.

Il importe en effet, comme l'a souligné Georges Marchais, de s'abstenir de toute initiative pouvant gêner la recherche d'une issue pacifique à la crise.

Oui, souhaitons que les Polonais, sans épreuve de force intérieure et sans ingérence étrangère, parviennent à surmonter les dangers, et que vienne alors vraiment pour leur pays l'heure du renouveau.

Y. M.

## PCF

# Une singulière conception du renouveau

Une déclaration de Georges Marchais, dimanche; l'éditorial signé Yves Moreau, dans *L'Humanité* de lundi, ont exprimé la position de la direction du Parti communiste français après le coup de force de Pologne. Ce sont les « excès de Solidarité » qui ont placé la Pologne « sous le coup d'un péril imminent et mortel » face auquel « les mesures adoptées dans la nuit de samedi à dimanche étaient celles de la dernière chance »... Avec une telle attitude, on comprend que la direction du PCF qualifie d'« irresponsables », les démonstrations auxquelles ont été et sont appelés les travailleurs français.

Gilles CARPENTIER

**D**es centaines de syndicalistes auront été arrêtés, toutes les libertés de réunion, d'expression, d'organisation, auront été supprimées, la classe ouvrière et le peuple polonais mis sous férule militaire, sans que ceux qui en France se prétendent les portes-parole, les représentants de la classe ouvrière de ce pays élèvent la moindre protestation. Au contraire même, ce sont les victimes du coup de force qui en seraient responsables, ayant « ruiné l'espoir » auquel pourtant par leur lutte de plus de 20 ans, elles avaient ouvert la voie, au prix de lourds sacrifices : ces centaines de milliers, ces millions de travailleurs, d'ouvriers polonais pour qui cet espoir avait trouvé un nom, un contenu, une expression vivante : *Solidarnosc*. « Et surtout les excès de Solidarité ont ruiné l'espoir qui était né », né de quoi, concrétisé dans quoi ? De la grande grève de l'été 1980, il ne reste que « l'esprit de concertation » ; ce qu'elle a ouvert, il y a quinze mois, c'est une crise, marquée notamment par un « désarroi général »... Pour Yves Moreau, le renouveau n'a pas commencé il y a quinze mois ; puisqu'il souhaite, après « l'épreuve » actuelle, « que vienne alors vraiment pour leur pays l'heure du renouveau » : c'est même ainsi qu'il termine son éditorial. Alors, sans doute, les excès de Solidarité, avec Solidarité lui-même, auront-ils été effacés ?

Durant ces quinze mois, quels ont été les effets des « excès » de

Solidarité ? : « Ils ont désorganisé l'économie, créé un état de pénurie, de désordres et de grèves permanentes. » Faut-il rappeler que c'est entre autres contre la désorganisation de l'économie, contre les pénuries, certes moins graves qu'aujourd'hui, mais bien réelles, que luttaient aussi les grévistes de la Baltique et qu'ils s'organisaient en syndicat indépendant du gouvernement pour combattre, aussi, ces graves défauts, faire des propositions ?...

Quant aux « grèves permanentes », faut-il rappeler encore que durant ces quinze mois, celles d'ordre national se comptent en quelques heures, et que, nationales ou locales, les grèves ont eu le plus souvent pour objet de faire appliquer les accords de Gdansk ou de protester contre des menées antisyndicales (par exemple l'affaire de Bidgoszcz) ?

Que, dans ces conditions, des syndicalistes, face aux obstacles constamment dressés à l'application de ces accords, à leurs activités syndicales, en viennent à dire : « Il est temps de cesser de négocier avec le gouvernement », ou bien il va falloir « dégainer les épées » (comme on peut dire ici, il faut que des têtes tombent), ne peut surprendre personne.

Or, c'est de cela que Yves Moreau conclut au « refus de l'entente nationale inlassablement proposée par les communistes polonais », aux « appels

à la lutte armée et à la subversion » mettant la Pologne « sous le coup d'un péril imminent et mortel ».

Ainsi, le peuple polonais a vu naître et entrer dans la vie l'espoir et les premiers pas d'un renouveau polonais précisément avec et dans Solidarité : Yves Moreau n'y a vu que crise, désarroi, excès ; un quelconque renouveau ne peut venir qu'après qu'il y soit mis fin. Voilà une contradiction complète.

Avec les intérêts vitaux du peuple polonais, c'est aussi l'image du communisme, du socialisme qui reçoit un nouveau coup. Encore une fois, après la Tchécoslovaquie avant-hier et hier, l'Afghanistan, un prétendu socialisme ouvre son chemin avec des chars aux canons braqués, une nouvelle fois, contre le peuple. On a voulu donner l'image d'un peuple à la conscience abusée, détournée, par les ennemis du socialisme ; et, aujourd'hui, pour remettre les consciences abusées dans le droit chemin, on emploie les chars, la loi martiale, l'état d'urgence...

L'image du communisme en prend un coup, ici aussi, où ceux qui s'en réclament et s'en affirment les portes-parole à la tête du PCF, appuient le coup de force et parent l'état d'urgence, l'étouffement des libertés en

Pologne, de vertus toutes nouvelles : les voilà moyens pour continuer les réformes !

Et ce n'est pas par *L'Humanité* que les communistes de France auront appris que d'autres communistes, en Italie, en Espagne, en France aussi, n'ont pas eu la même attitude.

C'est auprès d'Alexander Haig, d'Helmut Schmidt ou du Pape — ces « hautes personnalités internationales » — que ce journal et le secrétaire général du PCF trouvent appui à la « non-immixtion » qu'ils préconisent, à leur « attitude responsable »...

Un socialisme qui s'impose par la force des armes au peuple même qu'il prétend libérer, un socialisme qui étouffe la voix de la classe ouvrière, brise les organisations qu'elle s'est donnée et élève autour d'elle le mur du silence et les lois d'exception, cela ne peut être le socialisme !

Depuis le début du renouveau en Pologne, Moscou n'avait cessé d'appeler les dirigeants polonais à changer le cours des choses, les convoquant, les critiquant, se refusant à reconnaître une réalité (le syndicat Solidarité, fort de 10 millions d'adhérents) qu'ils voulaient voir effacer de l'histoire, multipliant les pressions. Les dirigeants soviétiques ont pratiqué l'ingérence à un degré inouï. Non, les Polonais n'ont pu régler entre eux leurs

affaires ! Et il y a longtemps qu'elles dépendent largement du Kremlin et de son « amitié » très pesante.

Au moment où les détenteurs des leviers de l'Etat polonais répondant, avec quelle brutalité, aux injonctions de Moscou, déclarent la guerre à la classe ouvrière polonaise et escomptent la mettre à genoux, Yves Moreau parle de « non-immixtion » et Georges Marchais entend « s'abstenir de toute initiative qui pourrait gêner la recherche nécessaire d'une issue pacifique à la crise ». Autrement dit, il appelle les travailleurs de notre pays à laisser ceux de Pologne seuls dans l'épreuve et montre clairement son souhait que la classe ouvrière polonaise, ainsi isolée, se soumettra mieux, pacifiquement, au diktat qui la frappe, renoncera aux espoirs ouverts il y a quinze mois à Gdansk pour que les « magnifiques mots d'ordre du socialisme deviennent une réalité en Pologne », comme l'exprimait Lech Walesa à maintes reprises lors de sa récente visite en France.

C'est au contraire une totale solidarité avec la classe ouvrière et le peuple polonais face au coup de force qui les frappent que doivent manifester les travailleurs, la classe ouvrière, les communistes de notre pays : pour l'intérêt de la classe ouvrière et du peuple polonais, pour l'intérêt du socialisme et du communisme.

DOCUMENT

# GDANSK-AOUT 80

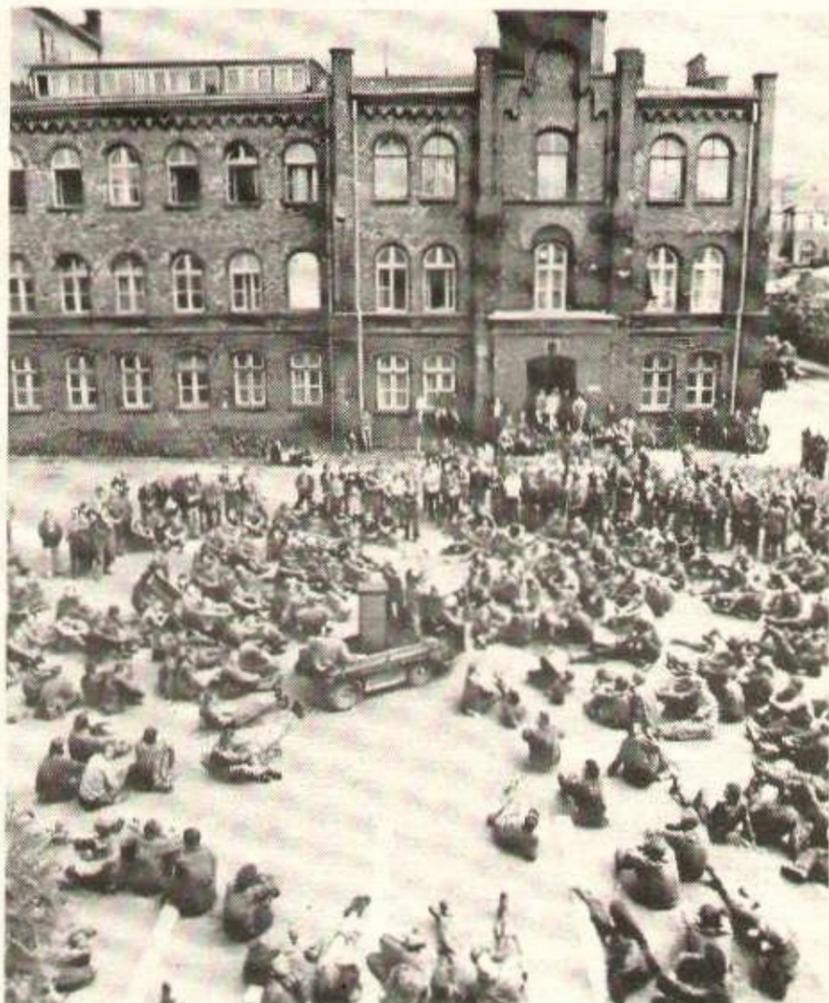
SOLIDARNOSĆ

pages réalisées à partir de la documentation photographique de Solidarité

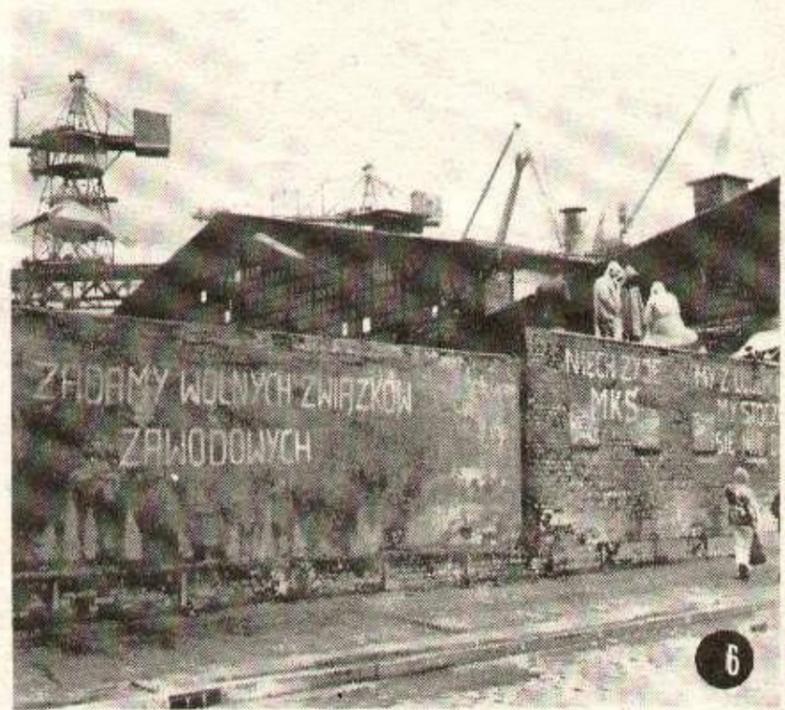
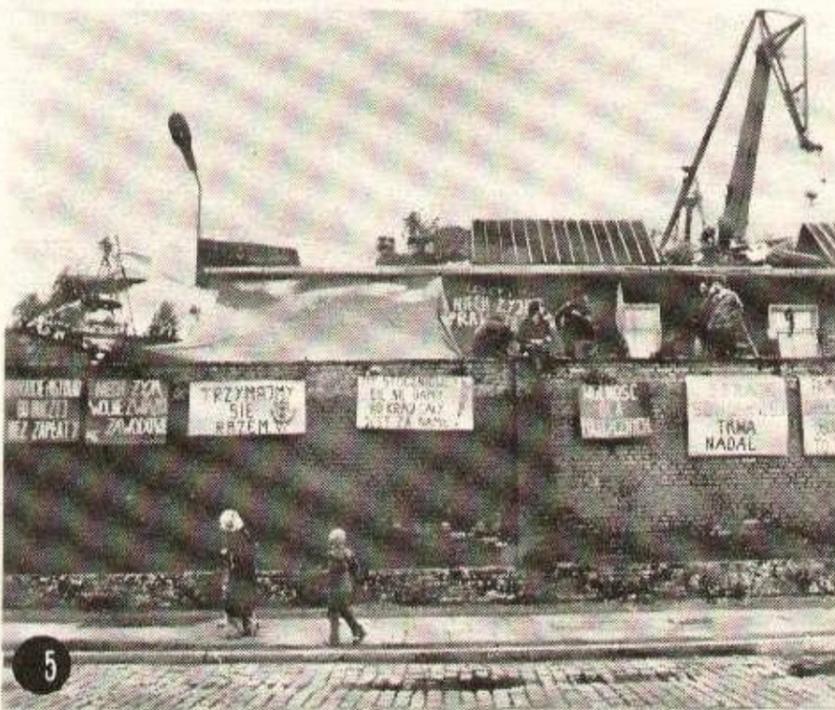
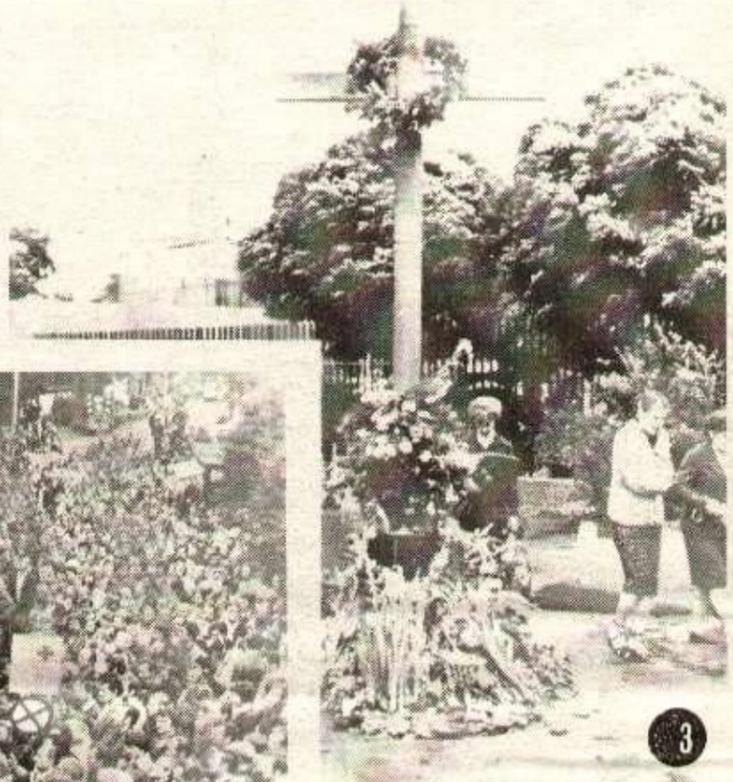
# SERPEN '80



14 août. Jeudi. Chantiers Lénine à Gdansk. Apparition du journal «Robotnik» et de tracts demandant la réintégration d'Anny Walentinowicz et de Lech Walesa, membres du comité de grève de décembre 1970, l'édification d'un monument aux martyrs de la répression, une augmentation de 2000 zlotys et pas de sanction pour fait de grève. Suite au refus de la direction, la grève avec occupation est déclenchée. Lech Walesa apparaît à nouveau au comité de grève.



grève s'étend à d'autres entreprises. Vers 15h, un premier accord est conclu aux chantiers entraînant l'arrêt de la grève. Désaccord des autres entreprises. La grève reprend avec la mise en place d'un comité de grève sur la ville transformé par la suite en comité de grève inter-entreprise avec son siège aux chantiers Lénine (photo 1). —Dimanche 17. 9 heures : Messe en plein air pour les grévistes devant la porte des chantiers; 7 000 participants (photo 2). Après la messe, on va planter une croix sur le lieu du massacre des ouvriers en 1970 (photo 3). La grève s'organise; mise en place d'une équipe de relation avec les familles (photo 4). —Sur les murs des chantiers occupés on peut lire la résolution des travailleurs : « Tenons nous ensemble », « Travailleurs des chantiers, nous ne nous laisserons pas faire car le pays entier est derrière nous », « La grève continue », « Vive le MKS », « Exigeons des syndicats libres » (photos 5 et 6).



—Le présidium du comité de grève inter-entreprises a présenté, dimanche, les 21 revendications aux délégués. Elles sont diffusées partout (photo 7). On décide que le MKS (Comité de grève inter-entreprises) sera le seul organisme habilité à discuter avec les autorités. — Samedi 23 août : à ce jour près de 388 entreprises touchées par la grève à travers toute la Pologne sont membres du MKS. — Arrivée aux chantiers de Tadeuz Mazowiecki et Prónislaw Geremek, « experts » proposés par le MKS pour aider à la conduite des négociations avec la délégation gouvernementale (photo 8). — Le président de la province (voïvodie) de Gdansk vient aux chantiers pour mettre au point les conditions de la négociation avec la commission gouvernementale (photo 9). — Présentation de la maquette du monument aux martyrs réalisée par un ingénieur des chantiers (photo 10).



7

8

10

9

—23 août. 20 heures. Arrivée de la commission gouvernementale dirigée par le vice-premier ministre Mieczystaw Jagielski (photo 11). Les négociations vont commencer. —24 août. Publication du deuxième numéro de *Solidarność* (photo 12). —25 août. Discussions au sein du présidium du MKS à la suite du blocage des télécommunications entre Gdansk et l'extérieur. Les négociations sont suspendues jusqu'à leur remise en service (photo 13). —27 août. La négociation se déroule autour du point central de la «reconnaissance des syndicats libres» (photo 14). —Les ouvriers sont rassemblés à l'écoute des discussions qui depuis le début sont retransmises par haut-parleur sur tout le chantier (photo 15). —M. Jagielski déclare qu'il prend en considération les 21 revendications. Espoir.



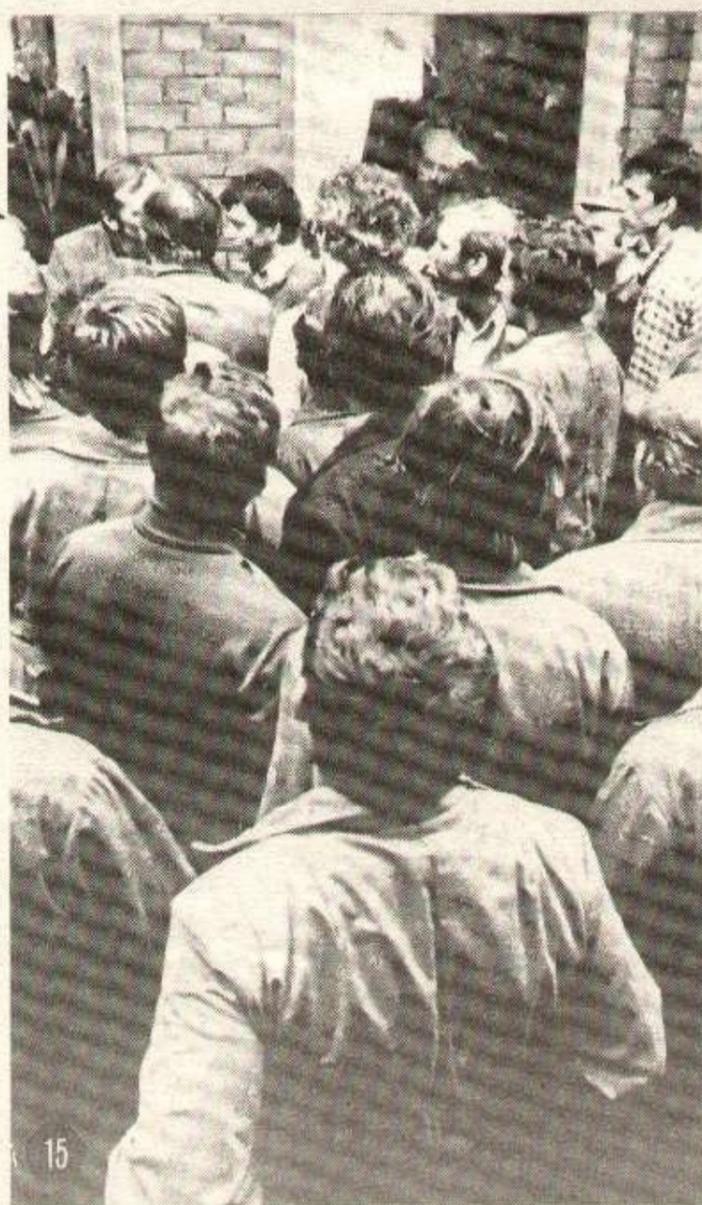
11



12



13



15



14

— De nombreux artistes sont venus se produire en soutien aux grévistes (photo 16). Le cinéaste Andrzej Wajda déclarera au cours de sa visite des chantiers : « Je sens que je suis témoin d'un fragment de notre histoire. Cela ne se produit pas souvent. Le plus souvent, l'histoire passe à côté de nous, mais ici je la sens. » — 30 août. Jagielski retourne à Varsovie pour rendre compte au Ve plénum du POUP de l'état des négociations. — Aux chantiers, Walesa déclare : « Encore un pas pour la victoire ». « Le plus dur est fait ». « Nous ajoutons un vingt-deuxième point : la grève continue jusqu'au retour de Jagielski. » (photo 17). — 31 août. Le dernier point litigieux concernant la liberté d'expression est accepté par la commission gouvernementale. 16h30. Signature solennelle du protocole d'accord en présence de tous les délégués (photo 18). — La grève est finie. — Walesa déclare : « Nous avons montré que les Polonais quand ils le veulent, peuvent toujours se comprendre, c'est donc un succès des deux côtés. Nous allons nous en souvenir. » et Jagielski à son tour : « Je pense et je crois profondément que ce sera la meilleure preuve de nos intentions, patriotiques, polonaises et de camarades. » — Sur la banderole des chantiers : « Proletaires de tous les pays unissez-vous » (Photo 19).



# «Ils n'ont revendiqué pour eux aucun privilège, mais au contraire l'abolition de tous les privilèges et l'application de la loi pour tous»

JIRI PELIKAN

Dès le début des événements de Pologne d'août 1980, l'espoir renaissait en Europe de l'Est, particulièrement en Tchécoslovaquie où, 12 ans plus tôt, naissait le Printemps de Prague. Voici quelques-unes des réflexions, plus actuelles que jamais, écrites il y a un an par un acteur de premier plan du Printemps tchécoslovaque : Jiri Pelikan, ancien directeur de la radio-télévision tchèque, ancien membre du Comité central du PCT, aujourd'hui en exil en Italie. A ceux que cette analyse dérange et qui voudraient la récuser en la taxant d'anticommuniste, disons que Pelikan a été membre du Parti communiste tchécoslovaque jusqu'à la normalisation qui a suivi l'entrée des chars russes à Prague. Ajoutons que sa réflexion est celle d'un militant se réclamant toujours de l'idéal du socialisme, ce qui implique un regard critique sur les diverses expériences à ce jour en Europe de l'Est.

Depuis le printemps de Prague de 1968, l'événement politique le plus important est indiscutablement l'ébranlement que connaît la Pologne depuis août 1980 : puissant mouvement de grèves, revendications massives reconnues par le gouvernement et le parti entraînent la création de syndicats indépendants et une évolution politique très active.

Au moment où j'écris ces lignes, il est difficile de prévoir sur quoi cette évolution dramatique — riche en retournements — débouchera. Se transformera-t-elle de poussée spontanée en un processus de démocratisation progressive de toute la société, soutenu par la majorité des citoyens, de l'Eglise, et par l'aile libérale du parti? Autre hypothèse : les forces dogmatiques à la tête du parti accepteront-elles, avec l'appui de Moscou, l'accord conclu avec les grévistes seulement comme «une défaite provisoire» et un recul qu'elles s'efforceront de compenser par une contre-offensive lancée à un moment opportun? Mais je suis profondément convaincu que les ouvriers polonais ont inauguré une nouvelle ère, de même qu'ils nous ouvrent, à nous aussi, de nouvelles voies pour sortir d'une situation qui semble, après tant d'années, presque immuable et sans issue. (...)

## MATURITÉ DE LA CLASSE OUVRIÈRE

Après que le «rôle dirigeant de la classe ouvrière», constamment proclamé, ait été discrédité par les régimes actuellement au pouvoir en Europe orientale et leurs pratiques impopulaires, les ouvriers polonais ont démontré, par leur puissante entrée en scène, qu'ils sont véritablement la force dirigeante de la nation. Ils ne se présentent nullement «sous la direction» d'un parti prétendument «ouvrier», mais contre lui. La classe ouvrière polonaise a révélé au monde entier que les sommets et les appareils actuels du parti — de Pologne et d'ailleurs — représentent leurs intérêts de classe et non ceux de la nation. Comme s'ils voulaient revenir aux idéaux des fondateurs du mouvement socialiste, les ouvriers polonais se sont décidés à prendre en main leur propre destin et celui du pays. Ils n'ont revendiqué pour eux aucun privilège, mais au contraire l'abolition de tous les privilèges et l'application de la loi pour tous les citoyens. Leurs revendications ne portaient pas tant sur des augmentations de salaires ou des restrictions d'horaires, que sur leur représentation démocratique, leur participation à la direction des affaires politiques, la liberté de parole pour eux-mêmes et pour tous les citoyens. Leur mouvement a exprimé leurs besoins et les sentiments de tous les Polonais.

La deuxième nouveauté fut son caractère organisé — malgré la spontanéité du début — et sa discipline, ce

qui surprit tout le monde. A l'inverse des explosions ouvrières de 1956, 1970 et 1976-77, cette fois, les ouvriers n'ont pas manifesté dans les rues; ils n'ont pas investi les bâtiments du parti et ils ont évité les affrontements avec la police. Tout le temps, ils sont restés dans leur usine qu'ils ont gardée avec vigilance. En quelques heures, ils ont organisé un service d'ordre exemplaire qui s'occupait de tout : approvisionnements, liaisons avec les familles, la population et les journalistes étrangers, accueil des délégations des autres entreprises, information du personnel par la radio de l'usine et par leurs propres journaux et tracts, service de santé, entretien des équipements des usines afin que le travail puisse reprendre immédiatement à la fin de la grève. L'alcool fut interdit durant la durée de la grève et cet ordre émanant du comité de grève fut rigoureusement respecté (ce fut là un autre miracle dans le contexte polonais!). Par ailleurs, des acteurs et des artistes de premier plan se produisirent devant les grévistes, les paysans les ravitaillèrent et la population collecta des fonds de soutien. (...)

## LE MAILLON PRINCIPAL : LES SYNDICATS INDÉPENDANTS

La troisième caractéristique du mouvement ouvrier polonais fut sa ca-

pacité à formuler très clairement, dès le début, ses revendications fondamentales sous la forme des 21 points. (voir page 12)(...) Le point principal du programme des ouvriers du littoral de la Baltique et de Silésie (et ensuite de tout le pays) devint la création de syndicats indépendants qui ne soient pas sous la tutelle de l'appareil du parti comme les syndicats officiels, mais qui puissent exprimer les intérêts et les besoins réels des travailleurs face au pouvoir. Cette démarche permit de dévoiler toute la vérité sur le système actuel du prétendu socialisme réel. D'un côté, on trouvait les travailleurs salariés représentés par le comité central de grève et, de l'autre, «le gouvernement et le parti» en tant «qu'employeurs-patrons» (...)

Pour cette raison, ils n'attendaient pas de l'Etat-employeur qu'il soit leur allié, ni qu'il exprime leurs intérêts, mais qu'il les respecte sur la base du compromis conclu. En ce sens, le mouvement de grève a été l'expression d'un combat de classe avec l'utilisation des moyens classiques de lutte du mouvement ouvrier des pays capitalistes. A vrai dire, il a ainsi affirmé que le combat de classe existe aussi — sous une forme différente et dans des conditions bien plus difficiles — dans les pays du socialisme réel; que la classe ouvrière doit lutter pour ses droits (de grève, d'organisation syndicale, d'élections libres, de liberté de sa propre presse,

etc.), droits qui vont de soi dans les démocraties parlementaires. On pourrait presque dire que les ouvriers polonais ont appliqué génialement le célèbre enseignement de Lénine, à savoir qu'il est nécessaire de saisir toujours «le maillon principal de la chaîne». Telle est justement la revendication des syndicats indépendants. (...)

En lisant les 21 points du littoral baltique ainsi que les autres documents du mouvement gréviste, on constate immédiatement que, nonobstant la situation spécifique à la Pologne, les revendications programmatiques sont identiques à celles exprimées dans les documents émanant du printemps de Prague de 1968. (...) Et on peut le découvrir d'ores et déjà dans les proclamations des ouvriers hongrois de Budapest en 1956. Pour l'essentiel, le dénominateur commun est le refus du modèle soviétique d'Etat totalitaire induisant le monopole du pouvoir de la bureaucratie et de la police, ainsi que le besoin d'une adaptation du socialisme aux traditions et aux réalités des pays d'Europe centrale et orientale situés sous l'orbite soviétique. C'est aussi le signal que des pays tels que la Pologne et ses voisins ont atteint un niveau de développement et de maturité politique incompatible avec les méthodes et les formes utilisées jusqu'ici. Ne pas le reconnaître risque d'entraîner des explosions dramatiques. Ces revendications ne signifient pas une remise en cause du socialisme, si l'on entend par là un socialisme qui donne aux citoyens plus de liberté, de justice et de participation à la direction de la société que les autres systèmes politiques. Mais les ouvriers polonais n'ont pas dit grand-chose sur le socialisme. A la place de l'élaboration de ses nouveaux statuts, ils ont exigé la satisfaction de revendications très concrètes.

C'est logique, car le socialisme, tel qu'eux-mêmes et les autres nations d'Europe orientale l'ont connu, n'a pas tenu ses promesses ni répondu à leurs attentes. Bien au contraire, il a aboli les conquêtes obtenues par les travailleurs sous les régimes précédents. Mais nul n'a pu les accuser d'être des «éléments antisocialistes», malgré certaines tentatives au début du mouvement de grève (une partie de la presse polonaise en fit état, et principalement lors de la campagne de la presse soviétique à laquelle se joignirent servilement nos moyens d'information normalisés). Nul n'a proposé la réappropriation des usines, des mines ou des banques par des propriétaires privés. La propriété sociale des moyens de production a été reconnue par les grévistes comme la base de la société polonaise, à ceci près qu'il y ait une participation effective des travailleurs à leur direction — par l'intermédiaire de représentants démocratiquement élus et sous diverses formes d'autogestion —, cette propriété devant avoir un contenu réellement nouveau et populaire. (...)

## Les buts de Solidarité (plateforme adoptée lors du 1er congrès)

«Le but supérieur du Syndicat indépendant Solidarité est de créer des conditions de vie dignes, dans une Pologne souveraine économiquement et politiquement, une vie libérée de la pauvreté, de l'exploitation, de la peur et du mensonge, dans une société organisée démocratiquement et sur la base du droit. Aujourd'hui la nation attend :

1 — l'amélioration du ravitaillement par la mise en place d'un contrôle sur la production, la distribution et les prix, en collaboration avec le syndicat Solidarité des agriculteurs individuels;

2 — une réforme de l'économie, par la création de conseils d'autogestion authentiques dans les entreprises et par la liquidation de la Nomenklatura du parti;

3 — la vérité par un contrôle social sur les mass-média et la suppression du mensonge dans l'éducation et la culture polonaises;

4 — la démocratie par l'introduction d'élections libres à la Diète et aux conseils du peuple;

5 — la justice par l'assurance de l'égalité de chacun devant la loi, la libération des prisonniers d'opinion et la défense des personnes poursuivies pour leurs activités politiques, éditoriales ou syndicales;

6 — la protection de la santé de la nation, par la protection de l'environnement, l'augmentation des fonds destinés aux services médicaux et la garantie aux handicapés des droits qui leur sont dus dans la société;

7 — du charbon pour la population et l'industrie, par la garantie donnée aux mineurs de conditions de vie et de travail décentes.

Nous réaliserons ces buts par l'unité du syndicat et la solidarité de ses membres. Les activités des diverses forces créant un sentiment de danger extérieur ne nous enlèveront pas la volonté de lutter pour les idéaux d'août 1980, pour la réalisation des accords de Gdansk, Szczecin et Jastrzebie.»